DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

LE SOUVENIR DE PIERRE LAVAL

(Des textes inédits de l'ancien Président du Conseil).

•

Maurice BARDECHE

Les accords de Londres

•

Pierre HOFSTETTER

La City et le commerce avec l'Est

•

Georges OLLIVIER

Roosevelt abandonne l'Europe aux Soviets

SOMMAIRE COMPLET. PAGE 2

17

OCTOBRE 1954

Prix : 100 fr.

SOMMAIRE

Octobre 1954 N° 17 Prix : 100 fr., Belgique : 14 fr. b.



Il
les
que
vie
l'eu
mo
des

alle
l'ext
à l'é
rope
blem
che
près
décl

pas
tant
tôt

à se
les s

de F

Char
vées
d'un
dépo
leur

Le Souvenir de Pierre LAVAL

Il y a neuf ans, le 15 octobre 1945, Pierre Laval tombait sous les balles du peloton d'exécution dans les conditions dramatiques que l'on sait. Aujourd'hui, combien de français se souviendront de cet anniversaire ? Combien parmi ceux qui, dans l'euphorie victorieuse de 1945, se firent les complices plus ou moins conscients d'une véritable révolution se souviendront des paroles de Pierre Laval ?

La nécessité d'une réconciliation et d'une entente franco-allemande, la lutte contre le communisme à l'intérieur et à l'extérieur, la nécessité d'une armée allemande pour faire face à l'est, les responsabilités de l'Angleterre dans les affaires européennes, tous ces thèmes que Laval développaient inlassablement devant un peuple hypnotisé par le mirage d'une proche libération, ne les retrouve-t-on pas, à quelques variantes près, dans la grande presse de 1954 et dans de nombreuses déclarations officielles ?

Ce qui alors constituait un crime de haute trahison n'est-il pas devenu le leitmotiv de la politique du « Monde Libre », tant il est vrai que certains ont eu tort d'avoir eu raison trop tôt !

Les français ont souvent la mémoire courte, ou du moins à sens unique ; car le régime ne manque jamais d'entretenir les souvenirs qui lui sont favorables.

Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à la mémoire de Pierre Laval n'est-il pas de lui donner la parole ?

Nous devons à l'amabilité de Madame Josée Laval de Chambrun de publier des extraits de quelques allocutions privées prononcées par Pierre Laval en 1943. Elles font partie d'un ensemble de documents et de textes inédits, actuellement déposés à la « *Hoover War Library* » (Californie) en attendant leur publication ultérieure.

glais venir trouver un français et lui avouer que son pays est à ce point ruiné. J'avais un peu d'orgueil pour mon pays. Et, à la porte, Mr. Campbell m'a pris les mains dans les siennes et m'a dit avec beaucoup d'émotion : « Monsieur le Président, mon pays n'oubliera jamais ». Or, je vous demande si vous connaissez un français qui ait été plus injurié, plus calomnié que moi par les anglais (Profonde sensation).

En 1935, j'ai fait un accord avec l'Italie. Et puis, la guerre éthiopienne. On a raconté beaucoup de choses à ce moment-là. Vous savez combien on est généreux et bon envers les hommes du gouvernement, quand ils agissent. On a dit notamment que Mussolini avait fait la guerre l'Ethiopie avec ma complicité. (On a employé l'expression de « mains libres » dans les journaux comme l'Humanité, l'Œuvre et le Populaire), que la campagne d'Ethiopie était faite avec ma complicité. Or, je vous ai dit que j'avais une horreur maladive de la guerre et que je ne travaillais que pour la paix. A Rome, j'avais travaillé pour la paix. Que Mussolini ait fait la guerre à l'Ethiopie, cela le regarde. Il a eu tort, grand tort, je lui ai dit et je lui ai fait dire. Mais il y a eu après la période des sanctions. Or, je savais que pour des raisons idéologiques, il n'était pas désagréable à tous les antifascistes du monde et spécialement ceux de France, que la guerre d'Ethiopie était un excellent prétexte pour faire la guerre. Or, comme j'ai horreur de la guerre, en 1935 j'ai tout fait pour essayer d'atténuer, autant que je le pouvais, les sanctions. Je me souviens qu'un jour à Genève, M. Eden me dit qu'il serait content que j'aie une conversation avec leur prince. C'était le Prince de Galles, qui s'est appelé Edouard VIII et aujourd'hui le Duc de Windsor. « Il désirerait avoir un entretien avec vous et vous lui direz vos idées sur la politique européenne. Il viendra à Paris ».

Et effectivement, le Prince de Galles est venu quelques jours après.

J'ai eu avec lui une longue conversation à l'Ambassade d'Angleterre. Cette conversation, nous l'avons eue encore le lendemain à Rambouillet. Et qu'est-ce que nous avons dit ? J'ai expliqué au Prince de Galles que son pays avait commis de lourdes fautes avec les sanctions et qu'à poursuivre dans cette attitude, nous arriverions certainement à une guerre européenne et qu'il fallait l'éviter... que la route des Indes n'était pas menacée.

J'ai trouvé un interlocuteur compréhensif et, comme moi, désireux d'éviter passionnément une guerre européenne. Alors je lui ai dit : « Parlez-en à votre Père ». Il m'a répondu :

LA POLITIQUE ANGLAISE

Au moment où, à la conférence de Londres, l'urgence d'une normalisation des rapports franco-allemands dans le cadre de l'Europe se fait toujours plus pressante, au moment où l'Angleterre se verra peut-être contrainte de reviser sa politique traditionnelle de bascule sur le continent européen — à moins que fidèle à son empirisme politique elle préfère sombrer pavillon haut en entraînant les peuples européens à sa suite — écoutons ce que disait Pierre Laval sur les rapports franco-anglais à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 29 septembre 1943 :

...« *Mes rapports avec l'Angleterre — vos rapports, devrais-je dire, car je n'agissais pas en mon nom personnel, j'agissais au nom de la France — comme il n'y a pas de journalistes ici, je peux en parler librement !*

En 1931, j'étais Place Beauvau, j'étais alors Ministre de l'Intérieur et Chef du Gouvernement, il était une heure du matin, j'étais couché. Un coup de téléphone et le standardiste me dit : « Monsieur le Président, on vous demande de l'Ambassade d'Angleterre ». Une heure du matin, je me dis ça doit être quelque chose d'important. M. Campbell me parle. C'était le chargé d'affaires. Depuis, il est devenu ambassadeur. Il demande à me voir tout de suite. Il vient me voir et j'apprends de lui ce que je connaissais déjà : la crise financière sévère qui existait en Angleterre. J'apprends que si la France ne vient pas au secours de l'Angleterre, ce jour même, c'est-à-dire le matin, les guichets de la Banque d'Angleterre seront fermés. Il restait, je ne me rappelle plus le chiffre, une somme insignifiante dans les caisses de la Banque d'Etat et il était triste et ému pour m'adresser cet appel, et voici quelle fut ma réponse : je vous conseille de faire la même démarche à Washington. Je ne peux pas réunir un Conseil des Ministres parce que je ne crois pas à la discrétion des ministres, je n'y crois pas davantage aujourd''hui, et si je réunis un Conseil des Ministres, nous allons porter un coup mortel au crédit anglais. Mais je prends sur moi la responsabilité d'ouvrir toutes grandes les portes de la Banque de France. « Combien de milliards vous faut-il ? Vous les aurez ce matin. Interrogez l'Amérique et si la réponse de Washington est défavorable, je maintiens mon offre ».

Je ne sais pas si cela vous dis quelque chose, pour un an-

« Mon Père ne fait pas de politique, il est roi. Mais je lui dirai ce que vous m'avez dit, Monsieur le Président ».

Et, peu de temps après, Sir Samuel Hoare était de passage à Paris se rendant en Suisse. J'ai profité de son passage pour parler de l'affaire d'Ethiopie. « Essayons de trouver un compromis » et c'est à ce moment là que nous avons ensemble établi ce qu'on a appelé le Plan Hoare-Laval. Il était magnifique ce plan. Il mettait un terme définitif à l'affaire éthiopienne. Il comportait une solution pacifique dans un litige qui risquait de dégénérer en conflit européen. C'était trop beau. Alors évoquez vos souvenirs et rappelez-vous comment, dans une certaine presse, et comment à la Chambre, et comment au Sénat, et comment surtout à la Chambre des Communes fut accueilli le Plan Hoare-Laval ? Ce sont et ce furent des occasions de paix manquées.

Voulez-vous un autre souvenir ? C'était en février 1935, j'étais allé à Londres avec Flandin alors Chef du Gouvernement, moi Ministre des Affaires Etrangères. Nous avions, avec beaucoup de difficultés et d'entretiens parfois assez aigres, abouti à la rédaction d'un papier qui devait nous mettre d'accord. Il était convenu que jamais ni la France, ni l'Angleterre ne feraient un accord avec l'Allemagne sans un accord préalable entre nos deux pays et nous avions conclu que nous ferions tout pour nous efforcer de trouver un compromis avec l'Allemagne et trouver les bases d'un arrangement définitif.

Et un jour, j'apprends par les journaux que l'Allemagne et l'Angleterre viennent de conclure et de signer un traité naval. J'ai fait appeler à ce moment l'Ambassadeur d'Angleterre. Je lui ait dit : « Monsieur l'Ambassadeur, vous savez les engagements qui avaient été pris par votre pays vis-à-vis du nôtre, et voilà ce que je constate. Je ne trouve pas dans la langue française de terme assez dur pour qualifier votre attitude. Ce que je vous reproche, ce n'est pas l'accord naval, cela m'est égal, mais ce que je vous reproche, c'est la procédure de déloyauté que vous avez utilisée vis-à-vis de la France. C'est tout »...

... Je vous cite tout cela. Ce sont des souvenirs que j'évoque mais ils nous sont communs car ils font partie de l'histoire de nos rapports avec l'Angleterre. J'ai toujours constaté, par ailleurs, et je ne fais pas son procès car je n'ai de haine

pour aucun peuple, et si je disais toute ma pensée, je vous dirais même que j'ai de l'admiration pour le peuple anglais, pour son sens national et que je déplore que le peuple français n'ait pas toujours les mêmes réactions. Mais c'est un fait que chaque fois que la France a voulu rechercher en Europe l'équilibre, la stabilité et l''ordre, l'Angleterre a toujours agi de telle façon qu'elle restait maîtresse et arbitre des destins de l'Europe.

Tantôt elle apportait son concours à la France, tantôt à l'Allemagne, mais elle s'est toujours opposée à un accord entre la France et l'Allemagne. Je le dis sans aigreur. Je ne mets aucune amertume dans mes propos, mais je m'adresse à des français et je voudrais qu'ils aient la notion claire des véritables intérêts français et qu'ils se disent toujours que la France ne doit se déterminer que par son propre intérêt (Applaudissements).

Il y a très longtemps que j'ai constaté, ceux d'entre vous qui sont parlementaires s'en souviennent, que la mode pour la politique française était d'aller se faire sacrer à Londres. On était fier quand on avait l'investiture du Cabinet britannique, alors on pouvait être ministre français.

Un jour, en 1931, ce sera mon dernier souvenir sur l'Angleterre, à l'occasion du moratoire Hoover, Mr. Snowden, le même qui avait manqué d'égards pour notre ami Chéron, dans une conférence à laquelle assistaient les Américains, les Anglais, les Français et même les Allemands — le Chancelier Brüning y était — m'a posé cette question. Il s'agissait de prêts formidables qui avaient été faits par les banques aux villes et aux états allemands. L'Allemagne faisait faillite et ne pouvait pas payer. La France n'avait rien prêté, heureusement. M. Snowden me dit : « Je vous demande que les banques françaises prennent leur part des pertes supportées par les banques anglaises ». Il parlait anglais et pas moi. Je me suis fait répéter la question et j'ai répondu par cette autre question : « M. Snowden, si les banques anglaises avaient encaissé des bénéfices, est-ce que vous leur proposeriez de partager ?

Je ne suis pas méchant, mais je parle à des Français et je voudrais simplement que les Français se disent : défendons nos intérêts puisqu'ils savent si bien défendre les leurs. (Vifs applaudissements)....

LE DIALOGUE FRANCO-ALLEMAND

Devant la menace que fait peser sur l'Europe occidentale l'armée rouge qui campe à moins de 200 kilomètres du Rhin, en face du bloc gigantesque de la Russie, de la Chine et des satellites il faut dresser un rempart, sinon ce qui reste d'Europe, un petit promontoire de l'Asie rongé par ses querelles intestines, sera avalé insensiblement par l'univers soviétique, avec la complicité des « *fellow travellers* » de toute obédience. Il est donc urgent de surmonter les vieilles rancunes pour contribuer à la défense commune, l'entente franco-allemande constitue la pierre angulaire de l'édifice européen, la contribution allemande à la défense commune en découle automatiquement.

Le 17 décembre 1943, devant les représentants du Ministère de la Santé, Laval déclarait :

...« *J'ai été souvent au gouvernement. Je suis un vieux parlementaire. J'ai débuté jeune dans cette carrière. J'ai été ministre je ne sais combien de fois, et, comme le disait tout à l'heure le Docteur Grasset, je suis revenu au pouvoir pour porter le fardeau des fautes des autres. Je suis là comme le syndic d'une faillite.*

Je parle à des français. Je n'ai qu'une ambition : c'est de sauver de notre pays tout ce qui peut être sauvé.

J'ai un mérite, ou un défaut, c'est de dire toujours la même chose. Depuis longtemps, depuis toujours, j'ai été pour la paix c'était de la faire avec nos ennemis, tandis qu'on m'habituait, quand j'étais au parlement ou à Genève, à ne vouloir faire la paix qu'avec ceux qui se disaient nos amis. Quel était notre ennemi ? C'était le pays avec qui, souvent dans l'histoire, nous avions à lutter · c'était l'Allemagne.

Elle est notre voisine. Elle le sera toujours, c'est la géographie qui nous l'apprend. Or, la seule garantie de paix qu'il y ait en Europe, c'est une réconciliation et une entente avec l'Allemagne. Je n'ai jamais cessé de le dire et je me suis efforcé, par mes actes d'atteindre ce but...

...Ce matin, le hasard d'une conversation m'a amené à demander à Rochat, le Secrétaire Général des Affaires Etrangères le récit d'une sorte de procès-verbal rédigé par lui, d'une conversation que j'ai eue le 27 avril 1942 avec l'Amiral Leahy qui était Ambassadeur des Etats-Unis en France.

Qu'est-ce que j'avais dit à l'Amiral Leahy : ce que je viens de vous dire, ou à peu près. Je lui avais dit que je faisais cette politique de réconciliation et d'entente avec l'Allemagne dans l'intérêt de la France. J'ajoutais : « Même si l'Allemagne était battue, je ferais la même politique parce que nous sommes ses voisins ». Et j'ajoutais encore que j'avais une raison de plus pour faire cette politique depuis que l'Allemagne faisait la guerre aux Soviets parce que, « si l'Allemagne est battue, n'en doutez pas — disais-je — le communisme s'installera dans le monde ».

Si je revoyais aujourd'hui l'Amiral Leahy, qu'est-ce que je lui dirais ? Il serait obligé de reconnaître que je n'avais pas tort.

Moi, je ne suis pas militaire, je ne peux faire de pronostics — je dirai même que si j'étais militaire, je les ferais faux — mais j'essaie de raisonner avec mon bon sens.

Tous les mois on dit aux français : « Dans un mois, c'est fini, les Américains seront à Paris, les Anglais aussi, alors ne vous inquiétez pas ». En attendant, la moitié de l'Europe est aux mains des Russes !

Eh bien, aujourd'hui, je vous dis que si on supprime de l'Europe l'armée allemande, nous serons un jour tous bolchevistes. Est-ce que vous savez ce que c'est que le bolchevisme? Est-ce que vous avez réalisé un peu, par la pensée, ce que peut-être ce régime ?...

LE PERIL COMMUNISTE

Pierre Laval répondait par avance à ceux qui pourraient encore croire qu'ils sont d'excellents patriotes, pas aussi mauvais et cruels qu'ont veut bien le dire, à tous ceux qui sont toujours prêts à donner aux communistes cette caution patriotique dont ils ont tant besoin pour faire de nouvelles dupes, en affirmant le 6 novembre 1943 devant les maires de la région marseillaise :

...« *Mais, les communistes, vous savez ce que c'est, vous. Je suis peut-être de tous les hommes politiques français, le seul — en dehors des communistes naturellement — qui ait eu des contacts avec Staline, car le hasard de ma vie veut aussi que j'ai connu Mussolini, que j'ai connu Hitler, que je connaisse Eden, que je connaisse Staline. Et la passion que*

j'apporte à poursuivre ma tâche vient précisément de la connaissance que j'ai des dangers que court notre pays.

Vous croyez à un communisme qui s'humanise ? Vous croyez qu'il y a un communisme qui s'embourgeoise ? Vous croyez qu''il y a un communisme qui pourrait s'adapter à vos vies et à vos intérêts ? Si vous le pensez, je vous plains, car vous risquez d'avoir un jour des réveils cruels. Le communisme tel que je l'ai vu à Moscou n'est pas un régime pour la France. Je n'ai pas vu pendant mon séjour un seul sourire sur aucun visage, dans les rues de Moscou. J'avais été reçu — parce qu'on est hospitalier en Russie, même en Russie bolchevique — un accueil aussi chaud que possible, et je me souviens qu'à mon retour à la gare de Niegarelow, les journalistes français qui m'accompagnaient se sont précipités sur moi alors qu'il y avait encore les oriflammes rouges et la musique, au milieu des vivats de l'Armée Rouge, pour me saluer à mon départ et m'ont dit : « Qu'est-ce que vous pensez du régime soviétique ? « Et spontanément, sans flexion, tristement, j'ai dit à ces journalistes qui pourraient le redire, car ils vivent encore : « De tout mon cœur, je souhaite que mon pays ne connaisse jamais ce régime ».

Voyez-vous, vous êtes du midi de la France, des régions ensoleillées. Vous êtes des hommes : on ne pense pas, on ne raisonne pas toujours sous le soleil comme ailleurs. Vous êtes de la région phocéenne, de la région de Marseille, un des plus vieux vestiges des civilisations connues des hommes. Mais c'est parce que nous les connaissons. Avant, n'en doutez pas — car l'histoire de l'homme est plus vieille que celle que nous connaissons, elle ne remonte pas à cinq ou six mille ans, mais à des millions d'années — il y a eu avant la civilisation phocéenne, avant Rome, avant l'Egypte, avant la Chine, avant la Grèce, pour parler des civilisations connues, il y a eu des civilisations peut-être plus resplendissantes et plus belles que la nôtre. Je le dis quelquefois, il semble que l'homme qui construit avec son cerveau des civilisations magnifiques, tout d'un coup, par je ne sais quel mobile, quelle raison, revient à une sorte d'état sauvage, et que, de ses mains brutales, il détruit ce que son cerveau avait construit. J'ai peur que nous ne vivions une de ces époques de l'histoire de l'homme, où, après avoir connu une civilisation comme notre vieille civilisation chrétienne, l'homme n'en soit arrivé au stade de détruire de ses mains brutales ce que son cerveau avait édifié. Eh bien, avec simplicité, mais avec ténacité et avec persévérance le paysan que je suis, qui ne sait pas tout, qui sait sur-

tout qu'il est ignorant de tout ce que l'homme ignore et qui est plus vaste que ce qu'il connait, voudrait s'efforcer par tous les moyens de défendre la vieille civilisation chrétienne dans laquelle nous avons été élevés (Applaudissements)...

Notre civilisation européenne court aujourd'hui les plus graves dangers, nous cotoyons des précipices. Le communisme, et à travers lui les masses asiatiques, guettent nos signes de défaillance, ils attendent notre mort lente, notre asphyxie. Si les peuples européens ne retrouvent pas leur dynamisme, leur foi, s'ils s'avèrent incapables de surmonter leurs dissensions, si le chauvinisme le plus absurde reste la seule règle de conduite, notre civilisation disparaîtra, car les civilisations elles aussi sont mortelles.

Pierre Laval avait conscience de cette menace, mais il s'est heurté à l'aveuglement des milieux politiques, à des habitudes indéracinables, à une coalition d'intérêts disparates provisoirement unis pour mieux s'entre-dévorer une fois les places prises.

Il faut non seulement ouvrir les yeux d'un peuple égaré mais aussi changer des habitudes de penser, il faut en finir avec la politique à la petite semaine et puisque le régime est pourri changer de régime.

Pierre Laval en était pleinement conscient lorsqu'il affirmait :

...Au point de vue intérieur, si elle était réunie cette Assemblée Nationale, je sais ce qu'elle dirait : elle serait féroce et quelquefois justement sévère pour quelques Ministres de l'Intérieur qui m'ont précédé et qui ont voulu imposer à ce pays une politique de réaction qui ne correspond pas aux sentiments des français.

Moi, je suis un enfant du peuple. Je l'ai déjà dit dans cette salle, je suis parti de rien du tout, mais rien du tout pour moi c'est beaucoup, parce que ça représente la France.

Eh bien ! comme je l'ai dit à l'Amiral Leahy, il y a une chose que je ne conçois pas, c'est qu'on puisse nous ramener — sous le couvert de la République — à la Démocratie parlementaire telle que nous l'avons connue parce qu'elle nous a fait trop de mal.

Et ce fut peut-être là son plus grand crime, le moins pardonnable par ses adversaires.

Les idées et les faits

Les accords de Londres

Le jour de la signature des accords de Londres ,M. Forster Dulles s'est écrié que nous venions de vivre une journée historique. On comprend qu'il en soit satisfait. On comprendra aussi que nous le soyons un peu moins.

Bien entendu, nous nous félicitons toujours que l'Allemagne soit associée, sous une forme ou sous une autre, à la défense de l'Europe. Nous avons toujours soutenu que l'essentiel était que l'Allemagne retrouvât sa place dans la communauté des nations et qu'elle y eût autant de droits que les autres nations. Nous avons toujours pensé aussi qu'il n'y avait pas autant de différence qu'on croyait dans la situation qui serait faite à l'Allemagne dans le cadre d'une organisation supra-nationale et dans une collaboration d'armées coalisées : les explications données à la tribune de la Chambre par le Président du Conseil français confirment cette interprétation. Les accords de Londres, comme l'eût été la C.E.D., seront ce que nous en ferons par leur application. Nous trouvons très regrettable, toutefois, que leur examen commence dans une atmosphère de méfiance et de réticences, que la discussion des accords devant le Parlement français ait trop souvent ressemblé aux discussions qui ont eu lieu lors de l'application du traité de Versailles, que l'Allemagne ait été traitée dans ces discussions, par tous les orateurs sans exception, comme un pays ennemi qu'il faut surveiller et non comme une nation alliée qu'il faut comprendre, et que les parlementaires français ne consentent à admettre, avec infiniment de mauvaise humeur, l'existence d'une armée allemande, qu'à la condition que cette armée soit impuissante, qu'elle soit soumise à notre bon plaisir, contrôlée par nos inspecteurs, dépourvue des

moyens modernes qui font la force des armées actuelles, et finalement réduite à l'état d'infanterie sous tutelle étrangère.

Ces réticences et ces arrière-pensées mériteraient à elles seules de longs commentaires. Mais ce n'est pas cet aspect malheureux des accords de Londres que nous voulons examiner ici, mais un autre, encore plus grave.

En fait, ne nous méprenons pas sur la signification des accords de Londres. Ils enterrent l'idée européenne au profit de la communauté militaire atlantique. C'est peut-être une victoire du Pentagone, t, sous un autre aspect, une victoire de l'Angleterre. Mais ce n'est pas à coup sûr, une victoire de l'Europe.

Nous avons maintes fois répeté ici qu'il y a une contradiction fondamentale entre la communauté européenne et la communauté atlantique. Cela ne veut pas dire qu'il y ait opposition entre les intérêts de l'Europe et ceux des Etats-Unis : au contraire, l'Europe et les Etats-Unis peuvent avoir intérêt à s'aider matériellement. Mais il y a contradiction en ce sens qu'on réalise l'une ou l'autre communauté et qu'on ne peut pas réaliser les deux à la fois. Réaliser la communauté européenne, c'est essentiellement créer une union organique des Etats d'Europe et lui assurer une vie politique, militaire et économique autonome. Réaliser la communauté atlantique, ne fût-ce que sous la forme exclusivement militaire, c'est intégrer les armées des Etats d'Europe à un bloc militaire et politique nécessairement dirigé de Washington et nécessairement destiné à être l'instrument de la politique de Washington : c'est donc faire de façon permanente de l'Europe une *marche* militaire et économique de l'empire américain sans lui ouvrir aucun débouché sur une indépendance.

Un tel dispositif à l'avantage de rassurer les esprits timorés, car il ne change rien à ce qui existe. Il ne touche pas à la situation actuelle de l'armée française, par exemple. Mais ce grand motif de satisfaction se resume, en définitif à ceci : qu'il y aura dans l'avenir aussi peu d'armée française qu'il y en a aujourd'hui, c'est-à-dire que la France sera éternellement incapable de mener une politique indépendante. Tributaire de Washington pour ses fournitures, pour sa logistique, pour le niveau même de son armée, elle ne pourra se dégager de cette sujétion qu'en prenant l'attitude d'un satellite révolté, situation qui en fait aussitôt, qu'elle le veuille ou non, et en raison de sa faiblesse même, le protégé du bloc soviétique et finalement un pion dans le jeu soviétique.

Les accords de Londres rassurent d'une autre manière

les esprits timorés. Nous avons enfin un engagement de l'Angleterre. Elle laissera quatre divisions britanniques en Allemagne jusqu'en 1994. L'entente cordiale est donc resserrée, elle est même étendue à toute l'Europe. Nous évitons le tête à tête tant redouté avec l'Allemagne en confiant les clefs du coffre à l'Angleterre. On nous permettra de ne pas trouver très saisissants les avantages d'une telle combinaison. Ce qu'on demande à l'Angleterre, ce n'est pas de faire la police du continent et de maintenir en Allemagne une armée qui ne sera, en principe, qu'une force opérationnelle stationnée en territoire allemand, mais qui sera, en fait, l'instrument de la politique anglaise en Allemagne. Ce qu'on demande à l'Angleterre, ce n'est pas de continuer l'occupation, ce n'est pas de maintenir en Europe sa police politique, ses services de renseignements, ses agents de tous ordres, c'est simplement, et la nous suffirait tout à fait, de prendre un engagement en cas de guerre. La loyauté de la part de l'Angleterre eût été de prendre cet engagement, sous la forme qui lui convenait, que ce fût dans le cadre du pacte atlantique ou en proposant un accord direct avec la future communauté européenne. Et nous aurions accueilli un tel engagement avec joie. Mais nous ne pouvons voir dans la solution choisie à Londres qu'une nouvelle solution tortueuse et sournoise, le maintien par le moyen de l'occupation, d'une sorte de semi-protectorat politique sur l'Europe, qui ne s'exercera pas, on peut en être sûr, au profit de l'Europe.

Quant à l'Allemagne, les conditions qui lui sont faites sont singulièrement limitatives, et on se demande comment, un chancelier Allemand a pu les accepter. Qu'est-ce qu'une armée allemande qui, non seulement, est *surveillée* perpétuellement sur son propre territoire par les troupes américaines et anglaises « stationnées » en Allemagne, mais qui, de plus, ne peut posséder ni armes atomiques, ni aviation de bombardement, ni industries lourdes, ni réserves de matériel moderne situées sur son territoire ? Qu'est-ce qu'une telle armée sinon une réserve de mercenaires sans autre espoir que d'être à jamais une réserve de mercenaires ? Qu'est-ce qu'un tel contrat sinon en plus féroce et en plus clair celui que le parti de la paix dénonçait en 1939 en disant que nos alliés fournissaient les machines et nous les poitrines ? C'est exactement ce que nous offrons à l'Allemagne : une armée de sabres de bois et un beau système de pensions pour ses généraux. En échange l'Allemagne paie le prix le plus lourd pour son armée fantôme : rattachée au pacte atlantique, irrémé-

diablement soudée à la communauté militaire atlantique, elle s'interdit toute négociation qui ne serait pas une négociation de force sur la réunification de l'Allemagne, et, par conséquent, il ne lui reste qu'à choisir entre la guerre ou la perte de la moitié de l'Allemagne. Quel Allemand peut accepter cette situation qui ne tient aucun compte des intérêts fondamentaux de la nation allemande et qui lui refuse en fait cette égalité des droits que les discours de nos hommes d'Etat lui promettent si libéralement ? Et quelle confiance pouvons-nous avoir en des accords qui seront combattus avec une violence passionnée et légitime par toute une portion de l'opinion allemande et qui seront vraisemblablement révoqués par tout gouvernement allemand qui succèdera à celui de l'actuel Chancelier ?

Il faut se bander volontairement les yeux pour ne pas voir les risques évidents de cette solution irréfléchie. Ce n'est un secret pour personne, excepté pour les lecteurs des journaux français, que l'Allemagne traverse une crise morale grave qui pourrait avoir des conséquences très importantes. Les protestants allemands commencent à voir clair dans le jeu du Chancelier très catholique, et ce qu'il lisent dans ce jeu les inquiète profondément. Il leur paraît évident que l'entourage clérical du Chancelier et, en particulier, les monastères rhénans qui exercent leur influence sur cet entourage, sont prêts à supporter assez stoïquement une coupure éternelle de l'Allemagne, qui assure pour la première fois dans l'histoire une hégémonie catholique en Allemagne, en excluant les voix protestantes de l'Est. D'autre part ,si la personnalité des actuels chefs de l'opposition social-démocrate est médiocre, si des éléments politiques très douteux jouent un rôle prépondérant dans la direction du parti social-démocrate, ces causes de faiblesse n'empêchent pas le courant pour la réunification de gagner chaque jour du terrain. Assurément, beaucoup d'Allemands se rendent compte qu'il est difficile que l'Allemagne s'engage seule dans une négociation avec l'Est et ils voient avec beaucoup de réalisme les difficultés de cette négociation. Il n'en est pas moins vrai qu'il leur devient de jour en jour plus impossible d'approuver la politique d'un chancelier qui ne semble pas décidé à traiter le problème de la réunification avec toute la résolution souhaitable. Enfin, un autre élément d'appréciation, également assez mal connu en France, doit être pris en considération. La jeunesse allemande, en zone occidentale, est fort peu enthousiasmée par l'idée de porter les armes. C'est le résultat de dix ans de

rééducation. L'idée européenne était, un moment, passée sur cette jeunesse comme un vent nouveau. Elle lui offrait un idéal clair et, en même temps, un idéal de puissance, un vaste champ d'action dans lequel la volonté de servir avait un sens. Est-il utiled e dire que s'il s'agit d'être la chair à canon du bloc américain contre la chair à canon — également allemande en partie — du bloc soviétique, on a peu de chances d'atteindre son cœur. Les accords de Londres nous assurent bien, sur le papier, les divisions allemandes dont le front atlantique a besoin ; ils ne nous assurent pas, et rien ne peut nous assurer que ces divisions allemandes se battront vraiment.

Tout cela ne veut pas dire que le Chancelier Adenauer court le risque d'être renversé ou qu'il ne réussira pas à faire approuver les accords de Londres par le Parlement Fédéral. La constitution allemande à laquelle le Chancelier Adenauer a donné des soins attentifs, rend très difficile le renversement du cabinet. Mais il est certain que les accords de Londres, s'ils peuvent être assurés de la ratification parlementaire à Bonn, trouveront en fait un accueil assez frais dans la jeunesse allemande. Et ceci n'est guère rassurant pour l'avenir d'une politique entièrement fondée sur ce système.

En définitive, qu'est-ce que les accords de Londres ? C'est le sacrifice de l'idée européenne aux nécessités stratégiques de l'alliance atlantique, c'est le renoncement à l'indépendance de l'Europe et par suite à l'indépendance des Etats nationaux d'Europe, trop faibles pour résister individuellement au *leadership* américain, c'est la tutelle politique perpétuelle sur l'Europe au moyen du stationnement indéfini des troupes anglaises et américaines chargées en Europe du même rôle que les formations paramilitaires des pays satellites, c'est l'ajournement *sine die* de la constitution d'un bloc économique eurafricain capable de fournir une production européenne puissante et d'affranchir les pays européens des tributs qu'ils paient aux grands trusts internationaux, c'est enfin la cristallisation du monde en deux blocs irrémédiablement hostiles, notre rattachement sans condition à l'un de ces deux blocs, la disparition des solutions de compromis et même de négociations et finalement le maintien indéterminé du *statu quo* actuel et la guerre.

Ce tableau final montre suffisamment à qui profitent les accords Londres. Ils ne sont pas, comme on le répète, la consécration du réarmement allemand, car ce réarmement est soumis à toutes sortes de conditions, de surveillances, de

contrôles et de discriminations qui empêchent la nouvelle armée allemande d'être comparable en quoi que ce soit, puissance militaire ou activité politique, à la Wehrmacht d'autrefois. Mais ils constituent une victoire totale de la finance internationale, qui obtient ce qu'elle voulait, l'intégration du potentiel humain allemand à l'armée du bloc atlantique, sans avoir à accepter en échange la constitution d'une puissante communauté politique européenne dont l'organisation économique pourrait un jour gêner les positions acquises par les grandes féodalités.

En préférant le principe d'une sorte d'agglutination de toutes les forces militaires des divers pays d'Europe autour du pôle constitué par l'armée américaine à celui d'un bloc européen continental disposant en toute autonomie de son armée, de sa politique et de ses ressources économiques, nos pays respectifs, la France aussi bien que l'Allemagne, font un marché de dupes. Pour se tirer d'un passage difficile, ils sacrifient l'avenir. Pour trouver une solution de compromis acceptable par tous, ils renoncent à toutes les perspectives de puissance et d'indépendance. Une communauté européenne nous conduisant un jour à une nation européenne ouvrait la voie à un socialisme européen qui pouvait trouver des solutions politiques neuves et échapper, en tous cas, par la conquête progressive de son indépendance politique et économique au *leadership* des grands intérêts économiques mondiaux. Cet espoir n'est plus permis maintenant ou, du moins, il est l'enjeu d'une nouvelle bataille qui commencera demain.

Quoi qu'on nous raconte, la conférence de Londres a cassé les reins à l'idée européenne. A l'intérieur d'une même alliance, c'est le jeu des rivalités nationales, des méfiances, des concurrences, des malentendus qui va recommencer, comme avant 1939 : les gouvernements français se plaindront, comme autrefois, que l'armée allemande est trop forte ou trop bien équipée, que l'industrie allemande lui enlève des marchés, que l'hégémonie allemande menace l'Europe. Les gouvernements allemands se défendront en recherchant l'appui de l'Angleterre ou celui des Etats-Unis, ou celui des Etats arabes, les gouvernements Anglais joueront le profitable jeu de bascule de leur tradition politique. La structure de nos Etats continuera à faire d'eux le jouet des oligarchies financières, leur évolution politique sera rendue impossible par leur faiblesse individuelle et elle sera d'autre part, contrôlée par les forces de stationnement de l'armée atlantique toujours

prête à se transformer, le cas échéant, en garde-mobiles de l'hégémonie capitaliste. Cette solution, née à Londres, reflète bien l'esrit de la City : elle assure pour longtemps, une mitraillette au poing, le niveau mondial des prix du pétrole, de l'étain, du caoutchouc et le silence soumis des serfs invités à les acheter. On comprend très bien que cela fasse l'affaire de nos gouvernements. Mais il n'est pas sûr que les peuples ne comprennent pas à la fin. Ce jour là, les partis communistes européens auront une partie facile. Il n'est pas impossible qu'un jour, les fameux entrepôts de matériel lourd qu'on a décidé de placer en France, sous la surveillance de troupes françaises, pour des raisons de sécurité, ne tombent sous le contrôle d'un gouvernement communiste ou à participation communiste, légalement arrivé au pouvoir.

Au delà de cette renonciation à l'idée européenne, dont tout le monde parait si bien s'accommoder du moment qu'elle se fait au profit du pacte atlantique, il y a peut-être des perspectives politiques beaucoup plus lointaines que nous ne pouvons pas exposer pour l'instant. Ce qui a toujours été étonnant, en fait, c'est que le Département d'Etat montre un tel enthousiasme pour cette Europe, qui, en cas de succès, serait devenue une sorte de vis-à-vis des Etats-Unis sur l'autre rive de l'Atlantique et peut-être un contrepoids à leur influence et à leur domination économique.

Les accords de Londres constituent, dans l'intérêt égoïste des Etats-Unis, une solution bien préférable, et, dans l'intérêt des grandes féodalités financières un succès magistral. Ce n'est sans doute qu'un début. Avec l'affaiblissement de nos Etats et l'apparition de solutions supra-nationales atlantiques, nous en verrons bien d'autres.

L'un des problèmes essentiels qui vont se poser maintenant, et sur lequel, beaucoup plus que sur les accords de Londres, va se fixer l'attention mondiale est celui de la réunification de l'Allemagne. Dans la partie qui va s'engager, nous souhaitons, sans y croire hélas, que la France réussisse à s'affranchir de la haine et de la peur et qu'elle aperçoive enfin que, quoique nous en pensions, le résultat de la dernière guerre a été de lier indissolublement le destin de la France et celui de l'Allemagne. Elles périront ensemble ou elles se sauveront ensemble. C'est cette pensée, plus que le préjugé et la crainte, qui devrait orienter notre politique.

Maurice BARDECHE.

La City et le commerce avec l'Est

(de notre correspondant à Londres).

C'est de la City qu'est né Londres, et c'est de là que naissent chaque jour la vie et la prospérité économiques du Royaume-Uni. La fiévreuse activité de négoce et de spéculation de jadis s'est transformée aujourd'hui en gigantesques affaires financières, qui dépassent désormais les strictes limites commerciales pour influer sur la politique britannique à travers le monde. Il est bien vrai qu'une révolution à l'autre bout du monde, un coup d'Etat dans un pays du Moyen-Orient ou une crise en Amérique du Sud, comportent des conséquences immédiates sur les mouvements de la City, mais il est tout aussi vrai que souvent, pour ne pas dire toujours — dans la mesure où Londres y trouve son intérêt — cette révolution, ce coup d'Etat, cette crise furent fomentées dans les imposants bâtiments et les hauts immeubles bourdonnant de machines à écrire et de coups de téléphone de la City, lesquels remplacent les petites maisons à pignons du Moyen-Age. La politique britannique prend donc assez régulièrement son inspiration chez les grands businessmen de la City. Whitehall, certes, a ses ministres, sa diplomatie ses plans et ses projets, mais enfin, pratiquement, le mille carré de la City joue un rôle plus important que la splendide avenue ministérielle dans le destin de la nation britannique.

Dans le cas du commerce avec le bloc soviétique, la chose apparaît assez évidente. La « coexistence » avec l'U.R.S.S. et la Chine que certains Anglais s'obstinent à défendre, les violents mouvements d'humeur contre le sénateur Mac Carthy surtout depuis qu'il a dénoncé de douteux trafics d'armes via Hong-Kong, le vieux Churchill qui rêve d'un tête-à-tête avec Staline d'abord, puis, avec Malenkov, Tito reçu en grande pompe à la cour d'Angleterre malgré l'assassinat odieux de Milhaïlovitch et l'exil du roi de Yougoslavie et ensuite la reconnaissence du gouvernement communiste de Pékin, tous ces actes ou tendances prennent leur source dans la City. Celle-ci proclame : « Il faut vivre, et pour vivre, il faut vendre nos produits non seulement sur les marchés du monde libre mais derrière le rideau de fer ». L'Angleterre, nation de boutiquiers comme le disait Napoléon, fait donc une politique de boutiquier. Dès que le conflit indochinois eût reçu la conclusion que l'on sait, « The Evening Standard », du multi-millionnaire Beaverbrook, écrivait : « Le canon se tait, la parole est aux marchands ». Par contre, lorsque le général Franco proposa dans son interview désormais

fameuse de couper toute relation commerciale avec le bloc soviétique, ce qui équivaudrait à frapper peut-être mortellement le talon d'Achille du bolchevisme, Londres lui a ri au nez et le socialiste « Herald » a crié à la renaissance d'idées fascistes. Car les socialistes britanniques, qu'on croyait moins attirés par l'affairisme international, tiennent un rôle prépondérant dans le commerce avec l'Est. A leurs yeux, seule une aide massive — sous forme de négoce — à la république chinoise, aux pays asiatiques rongés de communisme et aux satellites européens de l'U.R.S.S. peut détacher ceux-là de la dictature soviétique. Pour mieux faire avaler cette pilule amère à un peuple qui, tout de même, ne porte pas le bolchevisme dans son cœur, qui se souvient que plusieurs Britanniques sont détenus dans les camps de Sibérie et que le bataillon Gloucester fut horriblement massacré en 1951 à l'Imgin par les communistes chinois, les dirigeants du Labour Party ont accepté de se rendre à Moscou et à Pékin en mission de « bonne volonté ». Bien entendu, une habile campagne de presse a entouré ce « pèlerinage de honte » comme disent les Australiens, et l'opinion fut noyée sous les flots de louanges des travaillistes à l'égard des grandes « démocraties populaires » soviétique et chinoise. Aneurin Bevan n'a-t-il pas confié au journal « Asahi Shimbun » de Tokio qu' « il n'y a pas de dictateur en U.R.S.S. » ? M. Attlee, à ses camarades pékinois, ne déclara-t-il pas : « Nous sympathisons avec le peuple chinois dans sa lutte contre les forces de la réaction en Chine et nous souhaitons bonne chance à la Chine nouvelle », laissant entendre ainsi que par « réactionnaires », il faut comprendre tous les Européens chassés de Chine et notamment les prêtres expulsés ces trois dernières années après avoir vu leurs biens volés par les vertueux représentants de cette république dite « populaire ».

On a cependant prétendu à Londres que M. Churchill donna secrètement son accord au départ du groupe travailliste en U.R.S.S. et en Chine. La chose a été démentie mais elle ne semble pas invraisemblable. A Pékin, en effet, Attlee s'est entretenu avec Lou Chou Tchang, de la société chinoise d'importation et exportation, et ils ont surtout parlé de relations commerciales. Des négociations sont en cours entre Chinois et entrepreneurs britanniques pour la livraison d'équipements d'usines hydrauliques. Il est donc parfaitement possible que la mission travailliste ait eu des objectifs commerciaux. En juillet dernier, M. Thorneycroft, président du « Board of Trade », se rendait justement à Washington pour discuter avec M. Stassen de l'expansion du commerce avec l'Est. Il s'agissait avant tout d'améliorer l'assouplissement de l'embargo sur les exportations stratégiques. Depuis, Eisenhower a annoncé certaines « libéralisations », Thorneycroft a dit que de meilleures relations d'affaires augmenteraient « les chances de paix » et à Pékin, M. Attlee, après avoir dénoncé les réactionnaires, a parlé « big business » avec les qui de droit chinois. Coïncidences, vraiment ?...

*
* *

C'est depuis l'hiver dernier, surtout, que le commerce avec l'Est a pris une pareille importance non seulement dans la presse, mais encore dans les conversations et, même dans l'orientation de la politique. Certes, auparavant déjà, le sénateur Mac Carthy dénonça à plusieurs reprises le commerce britannique avec la Chine,

plus ou moins autorisé, plus ou moins clandestin. Selon lui, ce commerce avait augmenté de 1.500 % en janvier 1953 par rapport à janvier de l'année précédente. Il accusa alors la Grande-Bretagne d' « utiliser l'argent du contribuable américain pour financer le commerce avec la Chine communiste, lui fournissant ainsi le nerf de la guerre ». Mais depuis, les Anglais ont fait beaucoup mieux, et plus besoin n'est pour eux de trafiquoter de façon louche à travers Hong-Kong et Singapour. L'avion de nuit d'Helsinki à Moscou, qui se pose trois fois par semaine sur l'aérodrome de Vnukovno, est devenu, en effet, l'avion officiel des hommes d'affaires britanniques se rendant en U.R.S.S. Voici une quinzaine de mois, l'arrivée à Moscou d'un homme d'affaires occidental passait pour un événement. Aujourd'hui, c'est devenu aussi banal et commun qu'un kolkhose ou qu'un ouvrage de M. Ehrenbourg, et les appareils bleus argent de la Compagnie Ilyushin sont rarement sans businessemen à bord. L'expansion du commerce avec l'Est est donc une réalité, et M. Mac Carthy, une fois de plus, a dénoncé des faits authentiques. « L'U.R.S.S., prétendent les businessemen britanniques lorsqu'ils reviennent de la capitale soviétique (et qu'ils publient bien entendu leurs impressions dans le quotidien socialistes « Star » !) est anxieuse de développer ses relations commerciales. Cela fait partie du « New Look » de Malenkov ». Pendant les deux premiers mois de 1954, soixante businessemen britanniques se sont rendus à Moscou, dont trente-trois en groupe privé, et tous furent reçus au champagne et à la vodka par Anastas Mikoyan, le ministre soviétique du Commerce. Depuis, ce genre de voyages n'a pas cessé de se développer. A la mi-février, les relations commerciales anglo-soviétiques n'atteignaient encore que dix-huit millions de livres, mais ce n'était là qu'un début.

Maintenant, ces relations ont obtenu un développement considérable. Considérable, si l'on tient compte de la période où nous vivons, avec la menace permanente d'une invasion soviétique et la guerre atomique à nos portes. L'U.R.S.S. a offert à l'industrie britannique des contrats pour des machines, des matières premières et des marchandises de consommation pour une valeur de 400 millions de livres, avec la perspective ouverte d'un développement commercial progressif jusqu'en 1957 (?). De son côté, on le sait, la France a doublé son commerce avec l'U.R.S.S. entre 1952 et 1953, avec la possibilité de l'étendre encore (sous Mendès ?). La Norvège, la Suède, la Belgique ont signé de nouveaux pactes commerciaux avec les Soviets. La Finlande a reçu un prêt en or, dollars et autres monnaies d'une valeur de 40 millions de roubles pour augmenter ses échanges avec l'U.R.S.S. L'Egypte étudie la possibilité de vendre du coton et d'autres produits tandis que le Danemark vend son beurre d'abord aux Soviets et que d'autres pays encore vendent toujours plus à Moscou dans le vaste bâtiment de granit de la place de Smolensk où ont lieu les entretiens commerciaux. Bref, toute l'Europe commerce avec l'U.R.R.S. Mais il est évident que, dans ce domaine, la place d'honneur revient à la Grande-Bretagne. En effet, à la suite des « libéralisations » annoncées par Eisenhower, les Britanniques vont pouvoir vendre davantage. D'autre part, on le sait, Londres veut intensifier son commerce avec Pékin. Une délégation commerciale chinoise

a visité voici quelques mois la Grande-Bretagne, notamment ses usines des Midlands, alors que dans le même temps les Anglais dépêchaient à Pékin des hommes d'affaires (précédant Attlee) pour « préparer le terrain ». Aujourd'hui, la Grande-Bretagne estime le moment venu de passer à la réalisation de ses plans commerciaux et de ses objectifs financiers en Extrême-Orient. On parle donc de « normalisation » des rapports entre Londres et Pékin, et M. Churchill lui-même soutiendrait discrètement la candidature de la Chine communiste à l'O.N.U. Par ailleurs, Pékin vient de désigner un chargé d'affaires à Londres. L'arrivée de celui-ci, un certain Huan Hsiang, illustre donc cette « normalisation ». Elle laisse la porte grande ouverte au commerce avec la Chine ! Les Anglais ne s'arrêtent pourtant pas là. Un accord commercial a été récemment signé entre la Grande-Bretagne et la Hongrie. Quatre autres satellites de l'U.R.S.S., à savoir la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie (laquelle a dernièrement augmenté son commerce avec l'Ouest de 60 %) viennent de faire des avances à Londres en vue de développer les échanges. Le conservateur « Sunday Dispatch » écrit à ce propos : « Sir Winston Churchill a accueilli favorablement ces propositions et il a dit que des relations commerciales plus étroites avec les pays communistes permettraient de réaliser de meilleurs rapports politiques ».

*
* *

Le commerce britannique avec l'Est prend ainsi des proportions inhabituelles pour un temps de guerre froide. Il est difficile de traduire en chiffres le bilan actuel de ce commerce, car les sources officielles d'information n'indiquent bien entendu rien de ce qui est clandestin et non-autorisé. Or, on a tout lieu de croire que le trafic clandestin de matières stratégiques interdites à l'exportation, est très élevé. Une affaire qui s'est passée en juin dernier le laisse penser. On jugeait devant la cour de l'Old Bailey, à Londres, au cours d'un procès qui dura trente-six jours, sept hommes accusés d'avoir tenté d'envoyer derrière le rideau de fer, via Gydnia en Pologne, du cuivre et de l'airain pour la somme de 500.000 livres. Cinq des accusés furent sévèrement condamnés. Ce procès a révélé des aspects insoupçonnés jusqu'alors du commerce avec l'Est, puisque parmi les coupables se trouvaient trois importantes firmes britanniques. Or, pour une poignée de major Fenn, Zulfequar Quli, Mikolaz Pierzchaiski et autres Rumar Weiss pris la main dans le sac en train de vendre illicitement du matériel stratégique à une puissance ennemie de leur pays d'adoption, combien d'autres qui réussissent et continuent impunément ? Et le développement actuel (et officiel) du commerce avec l'Est ne va-t-il pas permettre au commerce clandestin de doubler, sinon tripler son chiffre d'affaires ? Au lendemain du procès de l'Old Bailey, d'ailleurs, une section spéciale de Scotland Yard enquêtait dans certains milieux de réfugiés équivoques et chez différents businessemen pour savoir jusqu'où pouvait aller ce commerce clandestin. Or, si l'on ne procéda à aucune arrestation nouvelle, par contre, on découvrit que les Soviets avaient placé à Londres, comme dans toutes les capitales occidentales, des agents « commerciaux » chargés d'acheter et d'embarquer « à n'importe quel prix » du matériel stratégique vers l'U.R.S.S. Voilà en-

core un aspect insoupçonné du commerce avec l'Est...

Ce commerce présente, en effet, des dangers indiscutables. Pas seulement pour la Grande-Bretagne, principal fournisseur du bloc soviétique en Europe, mais pour tout l'Occident. Il repose sur des équivoques. En fournissant des matières quelles qu'elles soient au bloc soviétique, on contribue inévitablement à accroître sa puissance intérieure et à renforcer le prestige du régime vis-à-vis des peuples qui subissent son joug. C'est ainsi que les milieux d'affaires occidentaux répandent — à dessein — l'idée fausse que l'U.R.S.S. achète davantage en Occident parce qu'elle a décidé de consacrer davantage de son budget au « bien-être » de ses peuples et moins à l'armement (qui demeure, en dépit de tout, le plus élevé du monde). C'est une idée fausse, car l'U.R.S.S. est un mauvais client ; elle paie peu et mal ; non seulement pour l'Europe occidentale l'Est reste un débouché d'échanges modeste (pour des raisons mystérieuses, le bois a largement disparu des exportations de l'Est et, d'autre part, l'U.R.S.S. n'est plus le grenier de l'Europe) mais encore, si l'envie d'acheter ne lui manque certes pas (il y a une vérité que les communistes cachent avec soin et que les neutralistes ne veulent pas voir, c'est la pauvreté extrême de tous les pays communistes, de la Pologne et de la Bulgarie à la Chine), c'est la contre-partie pour payer les livraisons occidentales qui lui manque. A ce sujet, les exemples abondent. Avec la seule Italie, le commerce soviétique s'est soldé en 1953 par un déficit non réglé de près de 700 milliards de francs français. Nous croyons savoir qu'à la même date, la dette commerciale soviétique envers la France s'élevait à 300 milliards de francs. Seule, la Grande-Bretagne s'est trouvée moins défavorisée — pour des raisons psychologiques — puisqu'elle reçut de l'Est pour plusieurs milliards de francs d'or, d'argent et de platine. Mais l'affaire de l'or russe lui-même sent à plein nez la duperie. Tout d'abord, il est clair que les réserves de celui-ci sont nettement inférieures aux réserves américaines. Les réserves soviétiques ne dépassent probablement pas soixante-dix millions de dollars. Ni la Chine, ni les « satellites » ne possèdent d'or. Certes, l'U.R.S.S. attache un grand prix et une grande importance politique et économique à cet or, mais elle n'a nulle intention de l'utiliser, sinon dans des cas d'extrême nécessité. Les négociateurs n'ont jamais offert de paiement en or à la France ou à l'Italie. Il y a une autre erreur que commettent les industriels britanniques en commerçant avec l'Est, la Chine notamment. « Nous aidons à la rupture de celle-ci avec Moscou, déclarent-ils, en favorisant son relèvement économique ». Rêve vain et chimérique ! Les machines employées par les Chinois sont soviétiques pour la plupart et seuls les Soviets peuvent leur en fournir des pièecs détachées ; une telle rupture équivaudrait donc à réduire à néant le plan quinquennal chinois. D'autre part, dans « Europa », organe des fédéralistes suisses, Alfred Frisch relève d'autres inconvénients du commerce avec l'Est. « Les solutions de rechange sont devenu le jeu de société favori des milieux anti-européens, écrit-il. Ils en découvrent partout et pour toutes choses. Leur dernière trouvaille est le développement des échanges avec l'Est qui rendrait, paraît-il, inutile une laborieuse unification des marchés européens «. Il parle ensuite de « ...la bonne volonté des Russes qui semblent être disposés à rempla-

cer la guerre froide par l'amour chaud du commerce », puis explique que le premier devoir économique européen n'est pas de trouver des débouchés mais de renforcer sa puissance concurrentielle. M. Frisch écrit encore : « Que l'on découvre des débouchés derrière le rideau de fer ou ailleurs ne change rien aux structures européennes. La révolution qui sera à la base de notre sauvetage économique et de l'accroissement futur de nos peuples comporte l'ouverture des frontières et la transformation de notre appareil de production. Que nos économies (celles de l'Est et de l'Ouest) soient complémentaires ou non, cela n'a, en l'occurrence, aucune importance. Ainsi, le commerce avec l'Est ne saurait être une « solution de rechange » au marché unique européen ».

On voit assez maintenant l'intérêt de Moscou dans toute cette affaire : en commerçant avec l'Ouest et notamment la Grande-Bretagne, les Soviets font coup double. Ils renforcent leur position intérieure en affaiblissant celle de l'Europe, puisque l'unification des marchés européens s'en trouve retardée et que, par ailleurs, le commerce avec l'Est déplaît aux Américains et cause donc une nouvelle raison de mésentente entre eux et nous. Chou en Laï parle tant et plus de « coexistence pacifique », avec des objectifs commerciaux au bout, mais ses offres d'échanges sont-elles sincères, ou constituent-elles au contraire une manœuvre politique destinée à créer un nouveau différend entre Anglais et Américains ? La City ne se charge pas d'aller si loin. On lui propose d'acheter, et elle vend. Tel est son rôle. Mais son influence, on l'a dit, déborde son cadre naturel, et les affairistes britanniques sont par conséquent devenus des maîtres de la politique britannique. Lorsque Londres a freiné l'Amérique au moment des événements dramatiques d'Indochine, quand M. Eden a poliment ralenti par sa mauvaise volonté la mise sur pied du pacte de défense du Sud-Est asiatique, c'était la City qui agissait. Ce pacte a finalement eu lieu. Car la City ne peut toujours gagner. Il est même possible qu'elle perde encore, demain, à supposer que tombe le fragile écran de Malaisie et d'Indonésie, ce qui placerait alors en mauvaise posture les marchands britanniques qui continuent à encaisser de coquets bénéfices sur le caoutchouc et l'étain de Malaisie. Il sera toujours temps pour elle et eux de se souvenir des fortes paroles de Mme Tchang Kaï Shek, femme d'un ancien allié de l'Angleterre : « Ce pays vient de troquer l'âme d'une nation pour quelques pièces d'argent... Un jour, ces pièces d'argent porteront intérêt dans le sang, la sueur et les larmes... sur les champs de bataille de la liberté. Car ce qui est moralement faux ne peut être politiquement vrai ».

Pierre HOFSTETTER.

Dans les coulisses de l'affaire John

Dans le précédent numéro de « Défense de l'Occident », Actum faisait allusion à un accord secret anglo-soviétique négocié à la fin de la dernière guerre par l'ambassadeur Gromyko ; il est évidemment difficile en pareille matière d'affirmer quoi que ce soit de précis, même si l'on estime que l'existence d'un tel accord est l'une des explications possibles de la politique asiatique du Foreign Office et qu'elle seule permet d'interprêter clairement le jeu ténébreux du gouvernement de Londres en Europe et tout particulièrement en Allemagne.

De ce jeu ténébreux, l'affaire John constitue, à n'en pas douter, l'un des témoignages les plus frappants.

A l'exception de notre confrère « Rivarol », la presse française a été très avare de détails sur la vraie figure d'Otto John et elle s'est contentée, dans la plupart des cas, de noter avec une visible satisfaction, les déclarations embarrassées et contradictoires du gouvernement de Bonn à la suite de la fuite à Berlin-Est du chef de ses services de sécurité.

Comme on était à la veille du débat parlementaire sur la C.E.D., les adversaires du traité ne pouvaient que se réjouir de voir le chef de l'Office pour la protection de la constitution de la République fédérale affirmer que la C.E.D. était assortie d'un accord secret prévoyant un réarmement massif de l'Allemagne Occidentale et déclarer que seule la réunification d'une Allemagne neutralisée conduisant à la paix, il n'avait pu rester au service d'un gouvernement dont la politique d'intégration à l'Ouest conduisait à la guerre.

Les véritables motifs de la fuite d'Otto John sont en réalité très différents, il est nutile de les chercher, comme on voulut le faire à Bonn, dans une soi-disant dépression nerveuse qui aurait été la lointaine conséquence des dramatiques événements auxquels John fut mêlé lors du complot anti-hitlérien du 20 juillet 1944. Inutile également de les chercher dans le sentiment de solitude croissante que ce pur croisé de la démocratie aurait réssenti au sein d'un régime de plus en plus envahi par les néo-nazis comme le correspondant du « Monde » à Bonn, le chrétien progressiste Penchenier aurait voulu le faire croire.

La vérité, solidement établie maintenant sur un ensemble de renseignements d'une parfaite concordance provenant de Bonn, Londres et Washington, et récemment révélée par la revue américaine « US News and World Report », est que John était un agent double anglo-soviétique dont la mission précise

à la tête des services de sécurité du gouvernement de Bonn était de saboter la politique d'intégration à l'Ouest, de la République fédérale.

Selon des sources américaines, John n'aurait fui à Berlin-Est que pour devancer la révocation et peut-être même l'arrestation auxquelles se serait décidé le ministre de l'Intérieur de Bonn, à la suite d'événements sur lesquels nous reviendrons et où son attitude parut des plus suspectes.

John, qui est âgé maintenant de 45 ans, appartient par ses origines familiales, à la bourgeoisie rhénane. Il est établi que s'il n'appartint jamais au parti national-socialiste, il accepta néanmoins de se mettre au service du régime en entrant dans les services commerciaux de la Lufthansa. Celle-ci ayant, en 1935, formé le projet d'ouvrir une ligne sur l'extrême-Ouest, chargea John de négocier avec les dirigeants de l'aviation commerciale soviétique les conditions du survol du territoire de l'U.R.S.S. On croit généralement que c'est de cette époque que datent les premiers contacts de John avec l'espionnage soviétique qui suivit dès lors de très près l'activité qu'avec son frère Hans il déploya dès 1938 dans un réseau de résistance anti-nazi.

La guerre venue, où, curieusement, John pourtant sain et bien bâti, échappa à la mobilisation, il continua à mener de front ses activités de fonctionnaire de la Lufthansa et de résistant crypto-communiste.

En 1942, il entra en relations avec un chirurgien berlinois anti-fasciste, le docteur Wohlgemuth, chez lequel il se réfugia le 20 juillet dernier. C'est également le 20 juillet, date symbolique de la trahison, mais en 1944, que John prit part avec son frère à l'attentat qui faillit coûter la vie au Führer.

Hans John fut arrêté et exécuté, mais Otto, par un concours de circonstances mystérieuses qui le rendirent si suspect à ses camarades de conspiration qu'ils cessèrent dès lors toute relation avec lui, parvint à s'échapper d'Allemagne sans être inquiété. Il est, en effet, certain qu'il put, alors que Berlin était en état d'alerte, prendre place sans aucune difficulté à bord d'un avion à destination de Madrid.

Que John ait été, dès cette époque, un agent actif de l'espionnage soviétique, les déclarations d'un agent anglais de Moscou en Suisse dont le nom n'a pas été révélé, inclinent à le croire. Cet agent a, en effet, rapporté que le départ de Berlin d'Otto John coïncida avec la brusque cessation des messages radio qu'il recevait régulièrement d'un agent soviétique opérant à Berlin.

C'est à Madrid qu'Otto John devint agent double en se mettant au service de l'espionnage britannique. On va jusqu'à prétendre que c'est lui qui livra à l'Angleterre les plans de l'usine de Peenemünde qui fabriquait les V1 et les V2.

Dès cette époque, en tous cas, les Britanniques utilisèrent en Espagne même les services d'Otto John en lui confiant des missions de renseignements à la frontière franco-espagnole.

John n'en resta pas moins en contact avec l'espionnage soviétique. Dans le courant du dernier mois de guerre, il quitta brusquement Madrid pour Lisbonne, où il prit contact avec Egaz Muniz, espion soviétique qui était alors étroitement surveillé par la police portugaise. Celle-ci procéda à son arrestation et c'est alors que se produisit un fait très significatif : un mois à peine après son incarcération, John sortit de prison et, selon des informations d'origine allemande dont la véracité ne semble pas douteuse, il dut sa libé-

ration à l'efficace intervention d'un jeune diplomate anglais que l'année 195[illegible] devait placer sous les feux de l'actualité : Guy Burgess.

Quittant Lisbonne pour Londres, John entra alors au service du réseau M1-6, le plus souterrain de tous les réseaux d'espionnage britanniques. La principale caractéristique de ce réseau était le nombre d'Allemands communistes ou crypto-communistes qu'il employait.

Parmi eux se trouvait, en particulier, un ancien diplomate allemand, le Baron Wolfgang von Putlitz qui entretenait des relations amicales avec Burgess et Mac Lean, ces deux « fellow travellers » du Foreign Office dont la fuite rocambolesque, en 1951, devait défrayer la chronique. Von Putlitz qui les avait d'ailleurs précédés, en rejoignant dès 1950 l'Allemagne orientale, ne fit aucun mystère du rôle qu'il joua dans « l'évasion » des deux aristocratiques fonctionnaires de White Hall.

Dès son arrivée en Grande-Bretagne, Otto John noua des relations très étroites avec Von Putlitz. Ces relations continuèrent après la nomination de John à la tête des services de sécurité du gouvernement de Bonn et l'on a de bonnes raisons de croire qu'il reçut à deux reprises à Bonn la visite de l'ancien diplomate qui l'invita à le rejoindre en Allemagne orientale.

Mais comment, se demandent sans doute nos lecteurs, l'agent double au service de Londres et de Moscou qu'était en 1945 ce jeune bourgeois allemand, traître à son pays, parvint-il à se hisser au poste sinon capital, en tous cas important qu'il occupait en 1954 ?

Nous pensons qu'il faut voir dans cette ahurissante et scandaleuse promotion l'une des innombrables conséquences de l'esprit qui inspira la politique allemande des Alliés après leur victoire de 1945.

L'ascension de John n'illustre-t-elle pas, dans un autre domaine, mais de façon tout aussi frappante ce que, dans « L'Œuf de Christophe Colomb », Maurice Bardèche disait des critères qui présidèrent au choix des nouveaux maîtres de la presse allemande auxquels les autorités alliées tinrent à peu près, écrivait Bardèche, le langage suivant : « Affirmez-vous sur l'honneur avoir trahi votre pays pendant qu'il se battait ? Jurez-vous que vous avez souhaité sa défaite et que vous vous réjouissez de son humiliation ? Etes-vous bien sûrs d'avoir été de mauvais Allemands ?... Alors, asseyez-vous là, monsieur... désormais, vous êtes la voix du peuple allemand et lorsque vous parlerez, nous considérerons que 60 millions d'Allemands parlent par votre bouche ». A John, l'on dut à peu près dire en 1950 : « Désormais, vous serez la voix de la conscience démocratique du peuple allemand et vous la ferez entendre chaque fois que des méchants nazis que vous avez si vaillamment combattu menaceront la constitution que nous venons si généreusement d'octroyer à votre pays ».

Mais l'étape indispensable que John ne manqua pas de franchir, et qui encore est symbolique, vers les hautes responsabilités de gardien de la sécurité démocratique devait être la participation aux procès de criminels de guerre. John apporta un concours empressé à l'interrogatoire d'officiers allemands capturés par l'armée anglaise, ainsi qu'à la préparation des procès qui leur furent intentés.

Si, en 1950, patronné par un haut fonctionnaire des services de renseignements britanniques, Otto John parvint sans susciter aucune objection de la part d'Adenauer et de ses collaborateurs au poste qu'il occupa jusqu'au

juillet dernier, il convient de noter qu'ayant en 1949 sollicité un poste dans la nouvelle diplomatie allemande, il se le vit refuser pour des raisons qui ne furent pas alors révélées. Ceci montre que si, comme ses adversaires politiques le prétendent, les responsabilités du Chancelier et de ses ministres sont grandes dans cette affaire, on doit les considérer comme très atténuées toutefois par l'intervention décisive des autorités anglaises. Quant aux raisons qui guidèrent le gouvernement de Bonn en 1949, elles pourraient bien, comme Charles Schneider inclinait à le penser dans « Rivarol », résider dans l'homosexualité de John qui éclairerait alors d'un jour singulier ses amitiés très « particulières » avec Burgess et ses « amis » allemands von Putlitz et Wohlgemuth.

La mission de John à la tête de l'Office pour la protection de la constitution de la République fédérale, écrivions-nous au début de cet article, était d'empêcher ou de retarder au maximum le réarmement de l'Allemagne dans le cadre de l'alliance occidentale.

On peut penser, de prime abord, que les fonctions de John se prêtaient mal à un tel dessein. Si l'on réfléchit on aperçoit qu'elles lui permettaient, et elles lui permirent en effet, de créer un climat politique défavorable à l'admission de l'Allemagne dans la Communauté occidentale. Il suffisait pour cela d'agiter l'épouvantail du nazime renaisant, de « découvrir » des complots néo-nazis mettant en peril la constitution démocratique. Dès lors ce fut très simple John, c'est la sérieuse revue « U.S. News » qui l'écrit « Aperçut des nazis derrière chaque buisson ». Il ne cessa d'alimenter la presse et les missions diplomatiques étrangères en histoires alarmantes sur l'activité des néo-nazis qui, étant donné l'autorité attachée à ses fonctions, furent prises très au sérieux et répandirent en Grande-Bretagne et en France la conviction qu'il était imprudent de réarmer une Allemagne pas encore « sûre pour la Démocratie ».

La plus belle illustration du rôle joué par John comme chasseur de sorcières nazies fut fournie par l'affaire Naumann. Nous l'avions écrit à l'époque dans « Défense de l'Occident », nous avons toujours pensé que la « découverte » du soi-disant complot Naumann par Sir Ivone Kirpatrick, dans le but évident de contrecarrer la politique américaine, ne pouvait que servir les desseins soviétiques par l'eau qu'elle apportait au moulin des communistes, cryto-communistes et nationalistes attardés opposés à la réconciliation franco-allemande et qu'elle révélait en outre une curieuse similitude d'intentions des politiques allemandes de Londres et de Moscou.

Nous ne pensions pas alors que l'affaire John en montrant le rôle important joué par ce dernier, en liaison avec le Haut Commissariat britannique, dans l'affaire Naumann, confirmerait si nettement la justesse de notre jugement.

Plein d'imagination en matière de complots néo-nazis, John fut en revanche d'une extrême discrétion sur les activités souterraines du K.P.D. Sous son règne les perquisitions policières ordonnées contre ce dernier s'avérèrent invariablement inutiles, les documents recherchés disparaissant comme par enchantement avant l'arrivée de la police. Loin de défendre la République fédérale contre les entreprises communistes, comme ses hautes fonctions lui en faisaient le devoir ,il favorisa, bien aucontraire, par tous les moyens les activités de l'espionnage et du contre-espionnage soviétique, causant la disparition de nombreux agents travaillant de l'autre côté du rideau de fer pour le compte des Occidentaux.

Ce furent d'ailleurs ces disparitions ainsi que son attitude suspecte lors de l'arrestation du colonel Heinz qui commencèrent à faire naître des soupçons dans les milieux gouvernementaux de Bonn et, particulièrement, dans l'esprit du ministre de l'Intérieur, le docteur Schroeder.

Le colonel Heinz qui était à la tête du service de contre-espionnage du gouvernement de Bonn fut arrêté et inculpé de contact avec l'Est. Cette accusation était fondée sur un document produit par Otto John, document qu'il ne pouvait tenir que de sources soviétiques.

Le procès qui suivit révéla, d'autre part, que John avait des motifs personnels de désirer la condamnation du colonel Heinz. Celui-ci l'avait, en effet, cité comme témoin au procès de l'ancien espion communiste Jan Ehland qui prétendait avoir été en relations avec John. Celui-ci nia l'existence de ces relations, témoigna toutefois de façon favorable à l'accusé qui fut relaxé et lui fournit les moyens de gagner la Suisse. Peu de temps après Ehland mourait, dans des circonstances étranges, dans un hôtel de Zurich.

Les fondements de l'accusation paraissant très douteux et l'attitude de John suspecte, Heinz fut acquitté. C'est à ce moment là que, selon les « U.S. News » la révocation de John aurait été décidée par le ministre de l'Intérieur. Le récent débat au Bundestag, comme le faisait récemment observer Paul C. Berger dans « Rivarol » ne semble pas réveler autant de clairvoyance et de fermeté de la part de cet honorable personnage et il n'est pas certain, bien que ce ne soit pas invraisemblable qu'une indiscretion sur la mesure qui allait le frapper ait incité John à franchir le rideau de fer.

La revue « U.S. News » estime que la fuite d'Otto John aura des conséquences désastreuses pour les réseaux de renseignements alliés en Allemagne orientale, mais qu'il est en revanche difficile d'apprécier, en l'absence de toutes précisions officielles du F.B.I. et du C.I.A. l'importance des renseignements que John put recueillir lors de son voyage à Washington en mai dernier.

Charles Schneider estime au contraire dans « Rivarol » que l'activité de John en matière d'espionnage et de contre-espionnage était très surestimée par les milieux américains.

Relevons pour finir la coïncidence de la fuite vers l'Est du chasseur de sorcières nazies et de la disparition de la « National Zeitung » de Munich, feuille ultra-nationaliste et neutralisante qui avait cru pouvoir pour les besoins d'une cause très douteuse reproduire, sans l'autorisation de leur auteur, d'importants passages du « Nuremberg » de Maurice Bardèche.

Jacques MAYENNE

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

La solution du problème de Trieste

La solution du problème de Trieste ne nous inspire pas plus de satisfaction que les solutions envisagées actuellement pour résoudre la question de la Sarre. Nous sommes hostiles à toute disposition des traités de paix comportant une annexion de territoire. Si nos gouvernants étaient sincères lorsqu'ils affirment leur volonté de coopération européenne, ils n'accepteraient pas que les nations qui ont combattu hier contre nous dans les champs de bataille paient, comme jadis, le prix de leur défaite par la perte de territoire. Ces méthodes traditionnelles pour sanctionner une guerre n'ont de place que dans le système périmé des rivalités nationales en Europe. Elles ne peuvent avoir leur place dans l'Europe nouvelle fondée sur l'entente des peuples et l'oubli du passé. Nous regrettons, pour notre part, que les Alliés qui ont, après la guerre, reconnu l'italianité du territoire de Trieste, aient cru devoir s'écarter du principe politique qui devrait servir de base aux rapports entre les peuples européens en donnant leur accord à une spoliation. Nous prions nos camarades italiens de croire que nous ne nous associons pas à l'approbation donnée par le gouvernement français au partage du territoire de Trieste et que nous les assurons de notre solidarité dans leur protestation contre la mesure injuste prise à l'égard de leur pays.

D. O.

L'affaire Baranès

De cette affaire qui dégage d'assez ignobles relents policiers, retenons la seule chose claire. Des secrets capitaux de notre triste défense nationale sont transmis régulièrement au parti communiste, et il est à présumer que celui-ci ne les garde pas pour lui. Ce fait situe assez bien le parti communiste dans la nation et il montre aussi ce que nous pouvons attendre des ministres et des hauts fonctionnaires mis en place en 1945, après vérification des services rendus dans le passé aux mouvements d'extrême-gauche. La 4e République pourrie de progressistes et de crypto-communiste est non seulement incapable de prendre contre le parti communiste et ses agents les mesures de salubrité indispensable, mais elle est aussi incapable de garder des secrets militaires, les siens et ceux qu'on lui confie.

Le rôle trouble de Baranès semble surtout destiné à égarer l'opinion. Il résulte des premières dépositions que le parti communiste disposait d'un informateur autrement sérieux. Au lieu de s'amuser à suivre la piste de Baranès, il serait peut-être aussi intéressant d'éclaircir ce dernier point. Il résulte aussi de la confrontation dramatique entre Baranès et Henri d'Astier de la Vigerie, que ce dernier a gentiment « donné » (vilaine petite habitude de 1945 sans doute) le camarade progressiste Labrusse. Pour couvrir qui ? On s'est bien gardé de le demander sérieusement à M. Henri d'Astier de la Vigerie, qui, après avoir fait ce que la loi appelle techniquement un faux témoignage, en cachant au juge une partie de ce qu'il sait, a refusé de répondre davantage à un interrogatoire gênant et a préféré *précipiter* de lui-même la fin de cette confrontation. Toute cette histoire est bien suspecte. Et il n'est pas trop rassurant non plus qu'elle soit menée par des personnages aussi singuliers, à des titres divers disons-le tout de suite, que MM. Wybot et Mitterrand.

Une rencontre de Jeunes Européens en Espagne

La Phalange espagnole vient d'organiser du 19 août au 14 septembre une rencontre entre jeunes Européens. On notait parmi les différentes délégations un groupe important des jeunesses universitaires italiennes du M.S.I.

Visiter l'Espagne, entretenir des rapports plus suivis et mieux connaître les différents aspects économiques et politiques du nouvel Etat espagnol, tels furent les idées qui guidèrent les organisateurs de ces journées.

Après avoir accompli un large périple à travers l'Espagne (visitant, en particulier, Barcelone, Saragosse, Madrid, Tolède, Burgos, etc...), les délégués passèrent une douzaine de jours aux environs de Saint-Sébastien dans un châlet aménagé par le « *Front des Jeunesses* » phalangistes.

C'est dans ce cadre que de nombreux contacts purent être pris entre les différentes délégations. D'autre part, l'organisation de l'ensemble de la jeunesse européenne fut à l'ordre du jour des nombreux entretiens et conférences.

Sous la direction de Félix Aval, directeur des services extérieurs du « *Front des Jeunesses* » et de Faustino Ramos, un des dirigeants du mouvement phalangiste, les délégations visitèrent les différentes installations sportives du centre de Saint-Sébastien ainsi que de nombreuses autres réalisations de la jeunesse espagnole au pays basque et en vieille Castille. La radio nationale espagnole tint à participer à cette manifestation et retransmit de nombreuses interviews des délégués au cours de ses programmes dédiés à la jeunesse.

Avant de regagner leur pays, les jeunes du M.S.I. rendirent hommage aux combattants de la guerre civile, en particulier, aux quelques dix mille légionnaires italiens qui tombèrent aux côtés de leurs frères européens dans la lutte contre le bolchevisme.

Cette rencontre aura permis à de nombreux jeunes d'apprécier les efforts et l'organisation de la jeunesse espagnole sur laquelle repose l'avenir du nouvel Etat espagnol. En face du communisme, véritable agent destructeur de la civilisation occidentale, la jeunesse européenne doit prendre conscience de son rôle, elle doit être animée d'une foi nouvelle, elle sera à la base du renouveau européen sans pour autant tomber dans le mercantilisme exacerbé qui nous vient d'outre-atlantique. L'exemple de la jeunesse espagnole nous montre la voie.

La Vie du Mouvement Social Européen

Le Procès Van Tienen

Le procès intenté à Van Tienen et Wolthuys, chefs de la Section hollandaise du *Mouvement Social Européen* est revenu le 1er octobre devant la Cour d'Appel de La Haye. On sait que nos deux camarades, arrêtés en juillet 1953 et inculpés de reconstitution de ligue dissoute (en l'espèce l'inculpation visait l'ancien parti national-socialiste de Mussert qui existait en Hollande avant la guerre) avaient été condamnés en octobre 1943 à un an de prison avec sursis par le tribunal d'Amsterdam, puis acquittés en appel par la Cour d'appel du même lieu.

Le jugement d'appel avait constaté que le système politique présenté par *le Mouvement Social National Européen aux Pays-Bas* ne reprenait pas les mêmes thèmes idéologiques que l'ancien parti de Mussert et ne pouvait en être regardé comme la reconstitution illégale.

Ce jugement fut déféré par le Ministère public devant la Cour suprême, haute juridiction nationale hollandaise qui a les mêmes pouvoirs que notre Cour de Cassation. La Cour Suprême prit la décision de casser le jugement d'acquittement de la Cour d'Appel d'Amsterdam, en faisant observer que cette Cour d'Appel avait examiné seulement la doctrine du Mouvement et qu'il y avait lieu d'examiner également son activité et ses méthodes, point sur lequel le jugement d'appel d'Amsterdam ne se prononçait pas. La révision du procès fut référée à la Cour d'Appel de La Haye.

Les membres de la Commission d'Etudes du *Mouvement Social Européen* parurent comme témoins de la défense de ce procès. Ils exposèrent à nouveau les grandes lignes de la position idéologique du Mouvement Social Européen, ainsi que son fonctionnement, et en particulier les liens qui unissent

chaque section nationale à l'ensemble du Mouvement. Notre camarade Odette Moreau, avocat à la Cour de Paris, déportée pendant deux ans à Ravensbrück et à Mathausen, défenseur de Jacques Péri sous l'occupation et de Bassompierre sous l'épuration, était venue dire aux juges, au nom des résistants membres de la section française, que sa présence parmi nous était le symbole de la réconciliation sincère et loyale qui doit s'établir entre les hommes qui ont combattu courageusement pendant la guerre dans des camps opposés et qui veulent aujourd'hui se trouver côte à côte pour la défense de l'Europe.

Le Ministère Public a demandé contre Van Tienen, secrétaire général du *Mouvement Social et National Européen aux Pays-Bas*, et contre Wolthuys, responsable de la section d'Amsterdam une peine de six mois de prison. Le tribunal fera connaître son jugement le 14 octobre.

L'acquittement précédent inspire confiance à nos camarades hollandais. Mais, naturellemnt, des pressions politiques s'exercent toujours dans un tel procès dont l'enjeu véritable est l'existence du *Mouvement Social et National Européen aux pays-Bas*. Le Ministère de l'Intérieur souhaite la dissolution de l'organisation qu'une condamnation du tribunal rendrait inévitable. Cette opération politique priverait éventuellement le *Mouvement Social Européen* d'une de ses sections nationales les plus actives, au moment même ou les perspectives politiques en Hollande sont bonnes pour nos camarades puisque Van Tienen estime qu'en cas d'acquittement son parti pourrait espérer obtenir au moins deux mandats aux prochaines élections législatives.

Quel que soit le résultat du procès, le *Mouvement Social Européen* n'en continuera pas moins son travail qui a été reconnu comme légal dans tous les autres pays et qui n'a donné lieu, nulle part ailleurs, à aucune poursuite ou interdiction.

Le Congrès du M. S. E.

A l'occasion du procès de Van Tienen et Wolthuys, une session de la Commission d'Etudes du *Mouvement Social Européen* a eu lieu à La Haye le 30 septembre et le 1er octobre.

Les travaux de la Commission ont été consacrés à l'examen de la situation actuelle dans les différents pays. Les résultats de la conférence de Londres et l'évolution des problèmes politiques en Europe plaçant l'opinion en face de solu-

tions nouvelles, la Commission a décidé de consacrer plus de temps à l'organisation du prochain Congrès qui avait été annoncé pour le 31 octobre et 1er novembre. En conséquence, la date du Congrès a été repoussée aux 27 et 28 février 1955 pour permettre aux différentes sections nationales de faire connaître leurs positions sur la situation créée par les décisions de Londres.

La Commission d'Etudes a enregistré avec satisfaction les progrès de la *Deutsche Soziale Bewegung* qui appartient à la section allemande du *Mouvement Social Européen*. La *Deutsche Soziale Bewegung* participera aux prochaines élections des Länder et elle annonce la transformation de son bulletin mensuel en un journal mensuel de 12-14 pages qui portera le titre de : *Die Europäische Nationale*.

Nos camarades allemands ont désormais leur journal

Après quatre ans de travail poursuivi dans des conditions difficiles, notre camarade Priester vient de doter nos camarades allemands du *Mouvement Social Européen* de l'instrument de combat qui leur manquait encore en créant l'*Europäische Nationale*.

Au sommaire du premier numéro qui vient de sortir le 30 septembre, on trouve, sous la signature de Priester, la prise de position de nos camarades sur les problèmes de la défense de l'Europe, un article sur la Sarre de Dankwart Hagen, un résumé de l'activité du *Mouvement Social Européen* et de la participation de nos camarades allemands, accompagnés d'une abondante documentation photographique.

L'*Europäische Nationale* donne également en très bonne place des reproductions d'articles de *Rivarol*, de *Défense de l'Occident* et de *Vägen Framat*, le journal de Per Engdahl en Suède.

Ainsi s'affirme, une fois de plus, la vitalité du *Mouvement Social Européen*, qui nous permet de faire connaître dans tous les pays d'Europe les thèses que nous soutenons dans chaque pays et d'aboutir ainsi à cette communauté d'idées et de positions qui est la seule base solide de toute unité européenne dans l'avenir.

A nos Lecteurs et Amis

En vue des travaux préparatoires au Congrès du *Mouvement Social Européen*, nous invitons nos camarades à constituer partout où ils le pourront des sections locales qui seront associées à l'élaboration des textes présentés au Congrès par la Section française.

L'activité normale d'une section locale comporte la diffusion de nos organes de presse et éventuellement de nos tracts, la rédaction d'articles ou de rapports sur les questions locales, la liaison avec les groupes syndicaux ou professionnels et avec les personnalités qui paraissent pouvoir être intéressées par nos idées.

Les sections locales peuvent également éditer, faire circuler ou afficher des tracts ronéotypés et nous demander de prendre position sur les questions locales qui les intéressent. Elles peuvent également assurer la diffusion de livres politiques et historiques, ou se mettre en relation avec les clubs de lecteurs spécialisés dans cette diffusion.

Pour la préparation du Congrès, les sections locales sont régulièrement consultées sur les positions prises par la section française.

Les camarades désireux de s'associer à notre travail peuvent se mettre dès maintenant en relation avec notre camarade Jean Lesieur, 37, rue Meslay, Paris 3[e].

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL A WAGRAM LE 12 OCTOBRE

Le 12 octobre, *le Rassemblement National* a organisé à la Salle Wagram une nouvelle réunion sous la présidence de Tixier-Vignancour.

Plusieurs parlementaires y prirent la parole aux cotés de notre camarade faisant le bilan de la politique du Ministère Mendès.

Cette réunion ayant eu lieu au moment de notre mise sous presse, nous en donnerons un compte-rendu détaillé dans notre prochain numéro.

ECHOS

P.M.F. et la presse américaine

Nous avons toujours pensé qu'il convenait de ne pas surestimer la clairvoyance et l'esprit critique des milieux dirigeants américains à l'égard des intentions profondes qui guident la politique de Mendès quoi qu'en aient dit certains de nos confrères de la presse nationale. Si la grande presse américaine dans son ensemble a commenté sans aménité l'orientation donnée par Mendès à la politique asiatique ou européenne de la France (pour sa politique nord-africaine, hélas ! c'est un concert d'éloges chaleureux !) elle n'est pas, en revanche, il s'en faut, hostile à la personne même du Président du Conseil qui ne lui inspire pas la méfiance que son attitude, catégorique dans l'équivoque, a fini par faire naître dans l'esprit de certains de ses plus zélés défenseurs.

Jusqu'au désastreux vote du 30 août, des journaux aussi sérieux et généralement bien informés que *Life*, *Time*, *U.S. News and World Report* ont écrit qu'il n'y avait aucune raison de douter des intentions de Mendès à l'égard du traité de la C.E.D., que la Constitution lui faisait un devoir de défendre devant le Parlement.

Le 27 août, à la veille de la Conférence de Bruxelles, le magazine *US News* écrivait bravement qu'il y avait d'autant plus de raison de faire confiance sur ce point à Monsieur Mendès qu'il avait promis de remettre la démission de son cabinet au cas où le traité serait repoussé.

Cette estimable publication, la plus objective et la plus sérieuse pourtant de celles que nous avons nommées, pour une fois bien mal renseignée, présentait à ses lecteurs les conseillers de Mendès sous un jour qui ne manquera pas de surprendre ceux de *Défense de l'Occident*. Aucune allusion, bien entendu, mais ceci explique la faiblesse des Américains à l'égard des astuces du tricheur, aux origines raciales des « éminences sales ». Comme le disait naguère P.-A. Cousteau à un bon jeune homme « les Juifs n'existent pas, d'où il résulte, si nous en croyons les « US News », MM. Servan-Schreiber, Simon Aron dit Nora, Georges Boris et consorts sont opposés à la C.E.D. et à la politique d'intégration européenne, c'est parce qu'ils sont de « fougueux nationalistes français ». Nous n'inventons rien, que nos lecteurs se reportent au n°

du 27 août de la Revue de M. David Lawrence.

Et nous ne disons rien des portraits flatteurs, en tous points conformes à ceux des thuriféraires de P.M.F. publiés par *Life, Time, US News, la New-York Herald Tribune* et bien d'autres journaux. Plus inquiétant et révélateur nous paraît le complaisant parallélisme souligné à plusieurs reprises et tout dernièrement encore par le correspondant parisien de la Revue « US News » au cours de la tapageuse interview que lui accorda Mendès à la veille de la Conférence de Londres, entre le New Deal roose-veltien et le « new look » mendé-siste.

Que l'ambition de Mendès d'être comparé à Roosevelt puisse être flatteuse pour l'amour-propre national des Américains, cela nous semble de très mauvaise augure.

Nous redoutons fort que les Américains qui ont cédé pendant près de vingt ans aux faux prestiges du rooseveltisme, ne se laissent impressionner par le style publicitaire que Mendès donne à son activité gouvernementale et que, pour tout dire, ils ne confondent « la politique d'antibiotiques » avec la politique de salut national que seul un gouvernement radicalement anti-communiste et libéré des servitudes capitalistes qui pèsent sur ce gouvernement de Juifs et d'Affairistes « progressistes » pourra faire.

Le culot de Mendès èt la naïveté de M. Kleimann

Jusqu'où le souci d'une objectivité sportive mêlé à une indulgence irrésistible pour le bluff sur lequel repose tout entier le mythe publicitaire de P.D.F. peut mener la presse américaine, la publication par la revue *US. News*, toujours elle ! de l'interview accordé par Mendès à la fin de septembre à son correspondant parisien, M. Robert Kleimann, nous en donne une idée frappante.

On sait que cette interview publiée à grands fracas par « Le Monde » du 28 septembre a vivement « impressionné » comme disent les amis de Mendès . Mais pour une fois, hélas ! c'est vrai, l'opinion américaine qui a pris pour argent comptant l'anti-communisme verbal de M. Mendès-Viet. M. Kleimann a fidèlement enregistré et la revue *US News* reproduit sans sourciller les propos d'une imposture provocante où le tricheur exprimait sa « conviction absolue » que l'action de son gouvernement avait diminué les chances communistes et « paralysé » la propagande communiste.

Si l'on souligne que cette interview coïncide avec l'éclatement de ce que la presse aux ordres s'obstine à appeler « l'Affaire Dides ». Affaire dont tout porte à croire que les Américains étaient au courant depuis assez longtemps et qui est tout simplement une affaire de trahison où la responsabilité de Mitterrand et des conseillers de Mendès semble gravement engagée, on mesure l'incurable et dangereuse naïveté des hommes qui ont la lourde charge de faire l'opinion publique américaine.

1960 : Année critique ?

Selon les statisticiens du Département américain de la Défense, le danger de guerre sera particulièrement grand en 1960 en raison de l'écart maximum qui existera alors entre les effectifs mobilisables amé-

ricains et russes. En 1950, les Etats-Unis comptaient 17,1 millions d'hommes aptes au service armé et les Russes 21,9, c'est-à-dire 10 Américains contre 13 Russes, en 1955, aux 17,4 millions d'Américains, les Russes opposeraient éventuellement 26,1 millions d'hommes, soit 10 Américains pour 15 Russes, enfin, en 1960, ce rapport sera encore plus défavorable pour les Etats-Unis qui disposeront de 17.2 millions d'hommes pour faire face à 30,5 millions de soldats rouges. Après cette année noire de 1960, la tendance sera renversée sans que pour autant les Etats-Unis, avec leurs 161 millions d'habitants, puissent espérer aligner autant de combattants que l'Union Soviétique et ses 210 millions d'hommes, seul le nombre des naissances et des décès s'équilibrera entre les deux nations.

Cet écart important doit être imputé au chiffre bas des naissances en Amérique dans les années qui suivirent la grande dépression économique de 1929 et qui ne s'éleva très rapidement qu'à partir de 1940, tandis que la natalité russe restait très forte jusqu'au déclenchement de la seconde guerre mondiale pour ne commencer à fléchir sérieusement qu'en 1941. Dans les années 30, on comptait aux Etats-Unis 17,1 naissances pour 1.000 personnes et en Russie 35, en 1945, les Etats-Unis accusaient 26 pour 1.000 personnes et la Russie seulement 28.

Appliqués aux classes mobilisables, ces chiffres donnent les estimations suivantes : 1955, 26,1 millions de Russes — 17,4 millions d'Américains mais en 1965, il y aura 28,6 millions de Russes contre 18,5 millions d'Américains et en 1970, 30 millions de Russes contre 22 millions d'Américains, année ou un équilibre relatif aura été atteint.

Les Russes auraient donc intérêt à déclencher un conflit au plus tard en 1960 alors qu'ils possèderont un avantage numérique maximum.

Il est vrai que les statistiques sont loin d'être le seul facteur déterminant en la matière.

Le dernier livre d'Alfred Fabre-Luce

Sans attendre l'analyse détaillée qu'elle mérite et que nous renvoyons, faute de place, à notre prochain numéro, nous tenons à signaler à nos lecteurs, la très brillante et très non conformiste « *Histoire de la Révolution européenne* » qu'Alfred Fabre-Luce vient de publier aux éditions Dumat. Naturellement, la « *Bonne Presse* » fait le silence le plus complet sur ce livre où le souci de la vérité historique guidant une intelligence très subtile et très sûre des événements et des hommes dissipe les épais mensonges qui composent la trame de l'histoire officielle.

Etudes et Tribune Libre

Roosevelt abandonne l'Europe aux Soviets

Nous extrayons ces quelques pages d'un ouvrage à paraître de Georges Ollivier : « Franklin Roosevelt, Fourrier du Bolcherisme » Défense de l'Occident *conseille vivement à ses lecteurs et amis de retenir dès maintenant ce livre au Club National des Lecteurs* (8, *boulevard Ornano, Paris* 18e).

DE CASABLANCA A TEHERAN.

L'Allemagne retira à M. Roosevelt le souci qu'il aurait pu avoir de lui déclarer la guerre après une séance orageuse au Congrès. Elle n'avait aucun moyen d'envahir les Etats-Unis bien que M. Roosevelt et son entourage aient assez perdu la tête, lors de l'avance sur Moscou, pour craindre une marche éclair à travers la Sibérie et une invasion de l'Alaska où ils envoyèrent en toute hâte des soldats et un important matériel de guerre.

Entre temps, ils avaient commencé à faire des projets d'attaque du continent européen.

L'armée avait prévu un débarquement en France pour 1943. Au cas où la situation de la Russie serait devenue critique, une tête de pont aurait été établie dès 1942. Ce plan appelé « boléro » ne plaisait pas aux Anglais qui le combattirent. M. Roosevelt lança aussitôt un projet, plus personnel

semble-t-il, d'invasion de l'Afrique du Nord, intitulé « gymnaste ». (1)

La dicussion se poursuivit pendant plusieurs mois. Finalement, ce fut le plan de M. Roosevelt «gymnaste », qui fut adopté, parce qu'il remettait à plus tard la solution du problème, le point définitif d'attaque de l'Europe, sur lequel MM. Roosevelt et Churchill n'avaient pu se mettre d'accord.

Une fois les troupes américaines débarquées au Maroc et en Algérie, les deux hommes d'Etat convinrent de se retrouver à Casablanca en janvier 1943. M. Roosevelt espérait la venue de Staline, mais ce dernier resta chez lui pour garder la position confortable qu'il lui avait fort imprudemment laissé prendre du monsieur qui donne tout et est peiné de voir qu'on ne fait presque rien pour lui, alors que le Président des Etats-Unis lui livrait des tonnes de matériel sans exiger les assurances de sécurité les plus élémentaires, parce qu'il croyait naïvement demander un gros sacrifice à son interlocuteur en le priant d'adhérer à un gouvernement mondial dont la démocratique présidence serait assurée par l'hôte de la Maison blanche et non par le dictateur de toutes les Russies. (2)

La conférence de Casablanca résolut peu de choses en dehors de la querelle des généraux Giraud et de Gaulle ; encore le fit-elle assez mal.

Comme à Argentia, M. Roosevelt souleva la question, qui qui lui était chère, de l'émancipation des colonies. Son fils Elliott, dont l'esprit critique est des plus limité, était près de s'indigner qu'afin de garder leurs colonies, les Anglais eussent l'idée de nous aider à garder les nôtres. Le Président semblait particulièrement opposé au projet de Churchill de reconquête de la Birmanie, qui lui paraissait un moyen d'éluder l'attaque du « bas-ventre vulnérable » de l'Europe et parce que, disait-il à Elliott, si la Birmanie gardait son indépendance, les Indes et l'Indochine pouvaient être tentées de la leur demander. La rupture du système colonial dans le sud-est asiatique ne pouvait manquer de causer une dislocation générale : aussi, M. Roosevelt entendait-il bien marchander à M. Churchill des armes pour la Birmanie, alors qu'il en donnait sans compter à Staline. (3)

---

(1) John-T. Flynn. *The Roosevelt Myth*, pp. 334-336.

(2) John T. Flynn. *Op. cit.*, pp. 339-341. — William Henry Chamberlin. *Op. cit.*, pp. 189-191.

(3) Elliott Roosevelt. *Mon père m'a dit*, pp. 96-97.

Emporté par la chaleur des confidences à Elliott, M. Roosevelt prononça des paroles qui retentissent douloureusement aux oreilles des Français :

« En vertu de quoi le Maroc peuplé de Marocains appartiendrait-il à la France ?... Un pays peut-il appartenir à la France ? »

Il estimait qu'en libérant la France, les Etats-Unis acquiéraient le droit de l'obliger à remettre la tutelle de ses colonies à l'O.N.U. Les portes du Maroc n'auraient-elles pas été ouvertes aux financiers américains qui auraient aidé le Sultan à reprendre en mains l'économie du pays. (4) C'est une question qu'une fois de plus, nous sommes amenés à nous poser.

M. Roosevelt ne se demandait pas si Staline n'exploitait pas la Pologne ou le Turkestan. Pour lui, il n'y avait d'exploiteur et d'ennemi qu'à droite.

De même qu'il trouvait Churchill un « Tory de la vieille école »», le général Giraud, qui refusait de s'embourber dans la politique et montrait peu d'empressement à abroger les lois anti-juives du Maréchal, lui paraissait un homme à qui il ne convenait pas de donner des armes sans conditions, quelque désir qu'il eût de se battre et de concentrer son attention sur les problèmes militaires. (5)

M. Roosevelt avait-il d'ailleurs une grande confiance dans la France ? On pouvait en douter lorsqu'il donnait à la Chine la place qu'il nous refusait au conseil des quatre grandes nations appelées à diriger l'Organisation des Nations Unies. (6)

Ce projet de gouvernement mondial était bien ambitieux pour des hommes qui ne réussissaient même pas à convenir du point d'attaque de l'Europe.

Au fond, les Anglais gardaient leur préférence pour un plan qui leur aurait donné le moyen de gagner les Russes de vitesse et de les maintenir le plus loin possible à l'est, considération tout à fait indifférente à M. Roosevelt. Faute de s'entendre, on s'arrêta à l'opération « Husky », l'invasion de la Sicile, qui permettait de lancer l'idée d'un second front sans préjuger du véritable lieu de débarquement, qui sera arrêté plus tard, au gré des circonstances. (7)

---

(4) Elliott Roosevelt. *Op. cit.*, pp. 141, 144-145.
(5) Elliott Roosevelt. *Op. cit.*, pp. 58 et 118.
(6) Elliott Roosevelt. *Op. cit.*, p. 101.
(7) Elliott Roosevelt. *Op. cit.*, pp. 121 et 138.

Par contre, une idée plus fâcheuse fut retenue : celle de la capitulation sans conditions qui devait inutilement prolonger la guerre, la rendre inexpiable et laisser l'Europe dans le chaos.

***

Cependant, la position de Staline changeait : il avait crevé le front allemand à Stalingrad et commençait, lentement d'abord, la marche en avant qui devait le mener à Berlin. Il profitait de la Légèreté de M. Roosevelt qui n'avait pas su poser de conditions à ses fournitures d'armes au moment où leur besoin était vital. Maintenant qu'il faisait figure de vainqueur et, par surcroît, de chef qui a tout sacrifié à la victoire, et dont le pays a cruellement souffert, il parlait haut, il exigeait et puisque les Anglos-saxons ne semblaient pas pressés de créer le second front, il faisait mine d'entrer en négociations avec les Allemands par l'intermédiaire des Japonais.

M. Churchill pensa que le moment était venu de faire triompher son plan d'invasion des Balkans ; il le présenta à M. Roosevelt à la première conférence de Québec (août 1943), mais Staline, qui projetait justement d'occuper les Balkans, manifesta du fond du Kremlin une vive émotion et, comme M. Roosevelt toujours hanté par son « grand dessein » d'organisation des Nations Unies, voulait plus que jamais « apaiser » Staline, le projet de M. Churchill fut repoussé pour le malheur de l'Europe. (8)

Au mois d'octobre suivant, Cordell Hull alla à Moscou et, dans les fumées de la vodka, sacrifia la Pologne au « grand dessein ».

L'étape suivante de cette diplomatie voyageuse fut la conférence du Caire, lever de rideau de la conférence de Téhéran.

Staline, qui avait déjà refusé plusieurs invitations, ne vint pas à la première afin de ne pas rencontrer Tchang Kaï Chek, en guerre avec les Japonais dont il était l'allié.

Tchang Kaï Chek se battait sur deux fronts : contre les Japonais qui avaient occupé toute la côte Pacifique et contre les hordes de Mao Tsé Toug qui semblaient vouloir le gagner de vitesse dans la reconquête de la Mandchourie.

Les amis de Moscou, si nombreux dans les sphères gouvernementales et dans les organes de propagande américains, étaient obnubilés par l'idée de « l'unité » politique qui allait, sans tarder, conduire au sacrifice de Pierre II et du général

---

(8) John-T. Flynn. *The Roosevelt Myth.*, pp. 342-343.

Mikhaïlovitch au profit de Tito et, plusieurs années après la guerre, à la ruine de Tchang Kaï Chek.

Ce dernier représentait encore une force que n'avait pas Mikaïlovitch. M. Roosevelt ne put le mettre brutalement devant le dilemme incorporation des communistes à la république de Tchoung King ou arrêt de la livraison des armes. Il atteindrait la fin de la guerre pour en arriver là et se contenta d'une insistance quelque peu indiscrète sur ce chapitre avec M. Churchill. Il dut même promettre un secours naval pour forcer la route de Birmanie (la seule par laquelle il fut possible de passer des armes), le retour à la Chine de la Mandchourie, de Formose, des Pescadores ; la libération et l'indépendance de la Corée. Il assura, enfin Tchang Kaï Chek de son appui contre les Anglais à Hong Kong. (9)

On sait ce que sont devenues la liberté et l'indépendance de la Corée sur le 38° parallèle. Le secours ne fut jamais donné pour la campagne de Birmanie. Que de promesses non tenues, que d'erreurs de pronostics aussi !

Le soir où Elliott retrouva son père, celui-ci parla de sa rencontre avec Staline. Il s'en réjouissait pour une raison qui paraît au moins étrange aujourd'hui :

« Il y a, en tout cas, une chose dont je suis sûr, dit-il en riant, c'est que je ne serai plus seul à soutenir la nécessité d'attaquer l'Europe par l'Ouest. Etant donné la marche des évènement en Russie, il se peut qu'au printemps, le second front ne soit plus nécessaire ». (10)

Somme toute, « en riant », M. Roosevelt était prêt à abandonner l'Europe aux Soviets. Son fils admirait ses projets de confiance et écrivait sans autre commentaire : *« Tout cela est très prometteur ».*

La seule chose rassurante pour l'intelligence du président, c'est que ses décisions étaient prises sans étude, ni réflexion, au gré de ses préférences politiques, et qu'en outre, il commençait à en être singulièrement fatigué.

A l'issue de cette conversation, écrit Elliott, « vers une heure et demie du matin, je le laissai à son roman policier et allai me coucher ». (11)

---

(9) John-T. Flynn, *The Roosevelt Myth.*, pp. 348-351 et *While You Slept.*, pp. 46-48. — William-Henry Chamberlin. *Op. cit.*, pp. 196-197. — Elliott Roosevelt, *Op. cit.*, pp. 193, 198-199.

(10) Elliott Roosevelt, *Op. cit.*, p. 190.

(11) Elliott Roosevelt, *Op. cit.*, p. 191.

M. Roosevelt aurait certainement mieux fait de se reposer, car il offrait un spectacle lamentable si nous en croyons le général Deane, qui se déclara profondément humilié de voir le Président des Etats-Unis faire la moitié du tour du monde sur un fauteuil roulant dans l'espoir encore incertain de rencontrer Staline en Perse. (12)

*
* *

A Téhéran (28 novembre-1er décembre 1941). la police soviétique commença par lancer une histoire de complot, sur laquelle elle se garda bien de donner la moindre précision, pour amener M. Roosevelt à accepter l'hospitalité de Staline à l'Ambassade de l'U.R.S.S., ce qui allait permettre à ce dernier de le chambrer et de négocier avec lui dans le dos de Churchill.

M. Roosevelt crut tirer parti de cette intimité en donnant à Staline des leçons de politique. Il aimait beaucoup jouer au professeur ; mais Staline n'attacha pas à ses leçons plus d'importance qu'elles n'en avaient. Il écouta en souriant un cours de fédéralisme, connaissant l'avantage qu'un auditeur zélé peut tirer d'un naïf. Il protesta en riant qu'il n'avait pas envie d'absorber toute l'Europe. M. Roosevelt le crut conquis et aborda le problème, si délicat à ses yeux, des Nations Unies. Staline acquiesça. Il avait, en réalité, déjà donné une adhésion de principe, mais peu lui importaient les principes. C'était des réalités plus tangibles qui l'intéressaient. Il profita de l'heureuse impression produite pour formuler ses demandes qui jamais ne parurent exorbitantes. Il avait tant de complices dans l'entourage de M. Roosevelt ! Harry Hopkins ne demandait qu'à lui faire plaisir et le F∴ Henry Wallace, vice-président des Etats-Unis, ne parlait que de favoriser la révolution en Europe pour servir la communauté humaine. Staline était le grand allié, l'ami de cœur. Il le savait et en profitait. M. Roosevelt jouait même avec un si réel succès le rôle du « *joyeux donateur* » que, par prudence tactique, Staline faisait mine d'hésiter à accepter les cadeaux. Ainsi, lorsque le Président lui offrit l'accès du port de Dairen, il parut craindre la susceptibilité des Chinois et M .Roosevelt crut devoir lui expliquer que la difficulté pourrait être tranchée par une garantie internationale. La proposition fut confirmée à Yalta. Dairen est passé sous contrôle soviétique et il n'a plus jamais été question de le transformer en port libre.

---

(12) William-Henry Chamberlin. *Op. cit.*, p. 197.

A Téhéran, le mouvement de résistance du général Mikhailovitch commença à être sacrifié aux « *partisans* » de Tito. Il est vrai que M. Churchill prit sa part de responsabilité dans cette trahison sur la foi de renseignements donnés par le général Fitzroy Maclean qui affirmait que Tito, bien loin d'être lié à Moscou, était un pur chef nationaliste.

Deux mois plus tard, en février 1944, Mikhaïlovitch ne recevait plus d'armes. Tout l'occident a, depuis, trouvé sa mort dramatique.

La Pologne et les pays baltes ne furent pas mieux traités. Les hommes d'Etat anglo-saxons n'ignoraient pourtant rien des déportations en séries perpétrées par la police soviétique. Mais M. Roosevelt, aux dires de M. Bullitt qui est bien renseigné, n'osa pas défendre la Pologne. Il n'osa pas faire front avec M. Churchill, alors que leur union eût été indispensable devant la décision marquée par leur interlocuteur. M. Churchill finit donc par accepter que Staline annexât la Pologne orientale jusqu'à la ligne Curzon, qui se confondait à peu près avec la ligne Staline-Ribbentrop, après avoir dit que pareille annexion portait le germe d'une nouvelle guerre. Quel allait être, dans ces conditions, le sort de cette malheureuse Pologne, jetée si légèrement dans la guerre par M. Roosevelt et ses complices ? Personne n'osa y penser et chacun garda là-dessus un silence de mauvaise augure.

Staline était décidément un heureux homme : au prix de son adhésion aux Nations Unies, il voyait tous ses vœux comblés. Allait-il buter sur la question du second front ? Pas même ! M. Churchill parlait de lancer des troupes d'Italie sur les côtes nord et nord-est de l'Adriatique jusqu'à la vallée du Danube. Une opération simultanée en Mer Egée aurait pu viser le Duodécanèse, tandis que les Turcs auraient attaqué l'Europe plus à l'est encore, de façon à essayer de sauver la Roumanie, l'Autriche et la Hongrie.

C'était le plan que Staline était le moins décidé à accepter. Il s'y opposa et la conférence adopta « Overlord », (13) le débarquement sur la côte de la Manche dont le nom est si blessant pour l'amour-propre français. Sous quel prétexte en effet, les Anglo-saxons pourraient-ils exercer un droit de suzeraineté sur notre pays ?

---

(13) Sur tous ces points, consulter William-Henr yChamberlin. *Op. cit.*, pp. 198-202. — John-T. Flynn. *The Roosevelt Myth.*, pp. 351-360. — Elliott Roosevelt. *Op. cit.*, pp. 205-236. — William-C. Bullitt. *The Great Globe Itself*, pp. 22-23.

Les historiens ne manqueront pas de s'étonner de la hâte, de la légèreté avec lesquelles tous ces problèmes si lourds de menaces furent tranchés. Aucun remords n'effleurera, semble-t-il, MM. Roosevelt et Churchill à la pensée des souffrances indicibles qu'ils allaient causer sur le continent européen. Trois soirs de suite, ils banquetèrent sans arrière-pensée avec Staline et les vins coulèrent généreusement. Une seule fois, M. Churchill se fâcha : lorsque le « maréchal » porta un toast aux cinquante mille Allemands qu'il pensait faire exécuter sans jugement.

D'après Elliott Roosevelt, Staline avait dit :

« *Je lève mon verre à une justice aussi rapide que possible pour les criminels de guerre allemands. Une justice devant le peloton d'exécution. Je bois à notre unité dans cette œuvre de châtiment. Je bois à notre unité dans leur liquidation, dès que nous les aurons capturés, tous autant qu'ils sont, et ils doivent être au moins 50.000* ».

M. Churchill se dressa, le visage couvert de pourpre :

« *C'est absolument contraire à la conception britannique de la justice, cria-t-il. Le peuple anglais n'acceptera jamais de tels assassinats collectifs. Je saisis cette occasion pour exprimer avec force mon sentiment qu'il ne faut exécuter personne, qu'il s'agisse ou non de nazis, d'une façon aussi sommaire, sans une procédure légale, quelles que soient les preuves qu'on possède* ».

Cependant, M. Roosevelt avait dissimulé un sourire, sentant que le moment était périlleux. Sur le ton de plaisanterie qu'il affectionnait, il dit :

« *Peut-être, au lieu de parler de l'exécution sommaire de 50.000 criminels de guerre, pourrions-nous tomber d'accord sur un chiffre plus bas. Disons quarante-neuf mille cinq cents* ». (14)

Elliott Roosevelt, qui avait peut-être trop bu, renchérit sur la déclaration de son père. Exaspéré, M. Churchill l'arrêta net en lui disant qu'il compromettait les relations des alliés. Elliot comprit plus tard que le premier ministre ne lui avait jamais pardonné cette sortie: jamais en effet, ce dernier ne l'invita plus à séjourner dans sa famille quand il revint en Angleterre.

Georges OLLIVIER

---

(14) Sur tous ces points, consulter William-Henry Chamberlin. *Op. cit.*,

Les israélites en Afrique du Nord

Les pogroms des mois de juillet et août derniers attirèrent l'attention des milieux israélites sur les conséquences — à plus ou moins brève échéance — d'une souveraineté arabe musulmane au Maroc. Le problème judéo-arabe demeura toujours une réalité que, pour des raisons un peu naïves, chacun préféra passer sous silence depuis le début des troubles nord-africains.

Révélons que, depuis 1945, et malgré les excitations du missionnaire communiste M. Barthel (devenu sénateur sous un autre nom) les agitateurs nord-africains avaient donné la consigne d'éviter toute manifestation indigène contre les Sémites d'Afrique du Nord. Cette consigne fut généralement suivie avec discipline, car les Arabes connaissent la puissance politique des Israélites, à Washington, à Londres, à Paris et à l'O.N.U. Or, pour obtenir des interventions en faveur des musulmans nord-africains, il ne s'agissait pas de se mettre à dos les « grands » du jour ! C'est pourquoi, M. Habib Bourguiba — que nous ne pouvons pas désapprouver comme patriote sincère tunisien — raciste lorsqu'il était l'allié de Hilter et de Mussolini, devint le zélateur et le héraut de la B.B.C. britannique et du Président du Conseil M. Mendès-France. Assez habilement, les agitateurs francophobes n'en spéculèrent pas moins sur la haine religieuse musulmane latente, en désignant les Français (nous avons les textes) comme têtes à massacre puisqu'ils étaient les responsables de la mutation des Juifs des ghettos africains (inférieur aux Arabes sous la souveraineté arabe) en citoyens français, donc supérieurs aux indigènes au point de vue civique.

Dès qu'on ne canalise plus le naturel, il revient au galop. Aux premiers troubles politiques tunisiens succèdent des attentats religieux dont le plus affreux fut le meurtre d'une fillette juive de 12 ans. Des recommandations sévères évitèrent que ces incidents locaux ne s'étendissent au pogrom qui n'eut pas manqué d'être fustigé par l'opinion internationale. D'ailleurs, un milliardaire tunisien, de confession israélite, tout en publiant un important quotidien français à Tunis, éditait aussi l'organe du Néo-Destour ; ce riche Tunisien est aussi propriétaire d'un quotidien parisien servant de levier politique et, bien entendu, favorable aux revendications indi-

gènes de Tunisie. Donc, décemment, il ne pouvait y avoir de pogrom en Tunisie puisque, depuis longtemps, les Israélites manœuvrent les indigènes à leur guise en devenant leurs banquiers.

Les 150.000 Israélites Tunisiens firent-ils un marché diabolique ? Aidèrent-ils les Indigènes mulsumans à gagner leur indépendance en espérant gouverner par la sujétion des éléments vénaux ? C'est presque certain lorsqu'on connait bien les affaires tunisiennes et les prodigieux enrichissements allant des marches du palais beylical aux officines des usuriers.

L'alliance des extrêmes pour éliminer un troisième larron n'est pas un fait exceptionnel. Arabes et Israélites sont des occupants au même titre que les Français. Les seuls qui n'ont pas la voix au chapitre, que l'on ne consulte pas et qui ne demandent rien, sont les Berbères, c'est-à-dire, les autochtones ! Lorsqu'un géneur est écarté, les coalisés règlent ensuite leurs comptes entre eux. Et si les caisses sont vides, la bagarre peut atteindre un paroxysme quand la loi du nombre intervient au côté du fanatisme religieux. Mais combien de personnes connaissent l'Histoire des Arabes parmi celles qui prétendent régler la question par des entr'aides et des complicités provisoires reposant sur de fausses garanties morales ? Un de mes camarades, important négociant, prévoyait dans ses prix de vente à des collectivités en Afrique du Nord, une marge de 10 à 15 % pour l'Algérie et le Maroc et 25 % pour la Tunisie, afin de « faciliter les transactions ». En pays musulman, il se trouvera toujours quelqu'un qui mettra 26 % et qui pourra, de ce fait, organiser la pluie et le beau temps à son avantage. Les Israélites ayant connu les sombres jours de la dernière guerre me comprendront sans que j'ai besoin d'insister. M. Habib Bourguiba était alors le maître (photographié) d'une foule en délire livrée à ses instincts. Si d'autres murs des lamentations devaient se révéler quelque jour, les pleureurs ne devront s'en prendre qu'à euxmêmes.

Après ce schéma tunisien, on comprendra mieux le problème israélite marocain, plus important et plus compliqué. Plus important parce que le Maroc compte environ 500.000 Juifs ; plus compliqué à cause de deux courants confessionnels, le premier étant un judaïsme traditionnel indigène, le second ne datant que d'une cinquantaine d'années s'identifiant avec la conquête des grandes affaires marocaines, donc avec des éléments sémitiques d'importation récente.

Il faut en convenir qu'il existe une nette différence entre l'Israélite tunisien et son collègue marocain. Les israélites Nord-Africains durent longtemps leur inférieur état social à l'Arabe ; c'était l'existence grégaire orientale. Une grande partie des Israélites marocains connurent, pendant une quinzaine de siècles au moins, la civilisation occidentale. Chassés d'Espagne au XVI[e] siècle, la plupart se réfugièrent sur la terre la plus voisine : la terre marocaine. Ils se joignirent aux éléments israélites indigènes déjà sur place et ne tardèrent pas à les dominer tant dans le négoce que dans l'autorité des communautés. Au contact des Européens, ils s'étaient affinés.

Cette formation donna un autre aspect à la question sémitique marocaine. L'élite juive marocaine possède une sorte d'équilibre de jugement politique manquant à ses coréligionnaires de Tunisie et d'Algérie. Nous dirons même que, si le Gouvernement français n'agit pas aussi rapidement au Maroc qu'en Tunisie, que si la France risque de demeurer plus longtemps à Rabat qu'à Tunis, ce sera grâce aux conseils et recommandations des Israélites marocains prodigués à leurs coréligionnaires nombreux dans les sphères politiques françaises. Il se peut que la solidarité confessionnelle devienne bénéfique pour la souveraineté française, comme elle le fut, en 1936, en Algérie, au temps du ministère de Léon Blum pour les mêmes raisons. Or, l'éminence grise de M. Mendès-France et l'ex-directeur de cabinet de Blum sont le même personnage. Il y aurait donc une expérience dont on pourrait profiter... si l'expérience servait à quelque chose en politique. En tout cas, les Israélites marocains veillent eux-mêmes à leur avenir ; ce qui est sage et prudent.

Il n'est pas exagéré d'évaluer aux deux tiers l'ensemble des richesses marocaines détenues, directement ou par le truchement des sociétés plus ou moins anonymes, par les Israélites marocains et par ceux accourus de l'extérieur depuis la conquête française. Pendant un tiers de siècle, le grand animateur financier (privé) du Maroc fut Horace Finaly aux affaires et participations multiples et de tous ordres. Nous ne pouvons pas donner un bilan complet des activités israélites au Maroc, mais citons néanmoins la vingtaine de sociétés marocaines et coloniales des descendants de l'armateur espagnol de Bordeaux, Abraham Gradis ; la route transsaharienne de « Bidon 5 » était la « route Gradis » (cédée au groupe Estienne). Lesdits Gradis sont apparentés au Servan-Schreiber par les femmes ; or, les Servan-Schreiber (du brain-trust de M

Mendès-France) c'est, entre autres : les Moulins de Dakar, *les Echos et l'Express*... Le Maroc c'est encore M. Marcel Dassault (ex Marcel Bloch) avec sa douzaine de sociétés marocaines et autres et *Paris-Presse-l'Intransigeant*. (Pour plus amples renseignements, consulter l'annuaire des sociétés coloniales). Ainsi, les Israélites indigènes, surent créer une puissance commercialo-politique grâce à la presse et aux garanties parlementaires, ce qui n'est pas d'un vain poids... dans les décisions gouvernementales. Nous n'affirmons pas que l'accord est complet entre les anciens et nouveaux Israélites du Maroc. Les nouveaux poussent à l'émancipation en pensant « tenir » plus solidement à leur dévotion un souverain et une administration arabes. Les anciens, qui connurent exodes et pogroms, montrent beaucoup de réserve dans les réformes appuyées par leur coréligionnaires ; en un mot, ils estiment que leurs cadres ne sont ni assez nombreux, ni assez prêts, et que les grands affairistes risquent de tout gâcher en voulant précipiter un mouvement, prévu, mais à développement plus mesuré donc plus lent.

Les récents pogroms marocains semblent donner raison à ces derniers. Et, comme me le souligna ce docte Isréalite Marocain « M. Mendès-France est marié avec une Israélite d'Egypte, terre musulmane : il doit donc connaître la question et faire attention de ne pas nous livrer sans discernement à une souveraineté sectaire. « Les excités montrèrent le bout de l'oreille à Petitjean en brûlant vifs des Israélites marocains et en incendiant les boutiques. Quand la police française ne sera plus là, la police arabe ne donnera-t-elle pas un coup de main aux émeutiers ? Notre conviction a été partagée par des autorités rabiniques marocaines dont il nous faut parler.

On sait peu que la France fit trop bien les choses au Maroc en laissant aux minorités le soin de rendre jugements par des tribunaux quasi religieux pour les statuts personnels et successoraux. En plus de la justice française, il y a donc, une justice arabe, une justice berbère, une justice israélite. C'est assez compliqué dans l'ensemble. Pour évaluer les chances de continuation d'un Maroc de demain en dehors de la France, il faut se reporter au « Plan d'Action Marocaine » patronné par des ministres et parlementaires français en 1934. Ce plan, présenté respectueusement aux autorités à Paris et à Rabat, demandait l'abrogation du code berbère, c'est-à-dire, la suppression du respect des us et coutumes des autochtones, les vrais maîtres du pays. De plus, il exigeait le

retrait de facilités accordées aux Israélites marocains. Or, *les membres du « Plan d'Action Marocaine » dont les noms sont imprimés dans l'opuscule* (déjà édité au Caire) *se retrouvent tous, aujourd'hui dans l'Istiqlal.* Nous n'avons pas l'impression que la lutte menée depuis vingt ans par les évolués marocains ait amenuisé ces discriminations raciales. A peu près seuls, les Berbères marocains nous surent gré d'avoir fait une loi de leurs us et coutumes d'autochtones. En laissant aux Israélites le choix des prescriptions de la loi moïsiaque, alors que dans tous les pays ils doivent se soumettre aux lois nationales, la France montrait de l'élégance et de la confiance. Elle ne fut pas toujours payée de retour.

Avant l'arrivée des Français au Maroc, le rabbin-juge était une sorte de roitelet local « occulte », parfois abusif, aux pouvoirs empiriques et mal définis sur la colonie juive. Des dahirs des 22 mai 1918, 17 mai 1919, 31 mars 1920... 4 mai 1940, organisèrent la justice rabbinique marocaine ; le tribunal de Serara jugea même en exclusivité les affaires de sacrificateurs. Une série de décrets assainit l'organisation de cette justice qui possède ses immeubles, ses tribunaux à différents degrés, coiffés par un haut-tribunal rabbinique. La communauté israélite prit sa place au grand jour dans la vie officielle du Maroc. Grâce à la présence française.

Jadis, les Israélites marocains tentaient de passer inaperçus des mulsumans. Petit à petit ils s'immiscèrent dans la structure administrative marocaine au point de briguer des postes administratifs avec des mulsumans pour subalternes. Des élites arabes nous en tiennent rancune. Puis vint l'Institut National des Hautes Etudes hébraïques dont les élèves suivent d'office pendant deux ans, des cours à l'Institut des Hautes Etudes marocaines. Pourquoi cacher que des évolués nous accusent de préparer des cadres israélites pour diriger les mulsumans ? Cela, personne ne voulut l'écrire par pudeur mal placée ; cet argument — vrai ou faux ou exagéré — n'est pas un des moindres éléments francophobes chuchotés sous le manteau (et surtout à la Ligue Arabe).

Cette formation d'élites israélites « pour diriger les musulmans » correspond-t-elle à une réalité ? Répondons que nous formons aussi des élites musulmanes dans des conditions similaires. Est-ce proportionnel aux éléments en présence ? Nous n'en savons rien. Une revue éditée à Rabat, note au sujet des étudiants israélites marocains : «... On peut ainsi affirmer que les élèves de l'Institut auront une formation méditerranéenne complète et que, d'ici quelques années,

le Maroc pourra être doté de cadres rabbiniques modernes qui feront honneur au judaïsme marocain, et répondront parfaitement aux conceptions qui ont inspiré l'œuvre de la France... »

Des musulmans pensent, à tort ou à raison que ces « cadres rabbiniques » constitueront peu à peu leurs cadres généraux marocains. La Ligue Arabe, en se déchaînant contre la France, nourrit peut-être le même dessein... car avec l'éviction de la souveraineté française disparaîtront beaucoup d'autres créations qui ne sont que tolérées par la force des choses. (La Ligue Arabe prétend que sa lutte contre la souveraineté française n'a pas pour but de la remplacer par une souveraineté israélite...)

En juin dernier, à Paris, se tinrent les assises du judaïme français sous la présidence de M. Guy de Rothschild. M. Jacques Dahan, secrétaire général des communautés juives du Maroc, y exposa la situation actuelle du judaïsme marocain. Il souligna les trois faits importants qui marquèrent son évolution depuis 1945 : la réorganisation des comités des communautés provoquant la rupture avec le régime des notables et l'orientation vers un régime plus démocratique ; *la participation des Israélites à la vie publique du Maroc par l'entrée de leurs représentants au Conseil du gouvernement marocain*, et la création du conseil des communautés qui se révèle l'instrument efficace de l'émancipation du judaïsme marocain.

M. Jacques Dahan résuma les réalisations accomplies dans tous les domaines et, en particulier, au point de vue social, éducatif et de l'évolution de la condition juridique de la femme juive. Quant aux problèmes qui se posent aux communautés israélites, M. Dahan en mis trois en relief : celui de la scolarisation, celui de l'habitat social et un troisième d'ordre économique. Dans sa conclusion, le rapporteur déclara : « ...Français et Musulmans ont pu apprécier l'utilité de ce jeune judaïsme qui, par sa volonté créatrice, son labeur et l'esprit social qui l'anime, a su être à la fois un ferment économique nécessaire à la vie du Maroc et un facteur d'harmonie et de stabilité. Ayant gardé ses liens étroits avec le monde musulman, et fait siens les éléments de la civilisation occidentale, il est en quelque sorte l'élément charnière de deux mondes et deux civilisations. Le *rôle précieux* qu'il joue, *ainsi que celui qu'il sera appelé à jouer*, serait amoindri au détriment du Maroc s'il n'était assuré d'une solide stabilité... »

Cette habile déclaration Publique peut être interprétée aussi favorablement par les musulmans que par les Français. Les Arabes qui suivent attentivement cette question considèrent les paroles de M. Dahan avec un sens restrictif (pour eux) qui nous ramènerait aux conceptions du « Plan de l'Action Marocaine » de 1934. Les Arabes apprécieront-ils ce « rôle précieux » ? Ne reprochent-ils pas à la France de constituer un Etat israélite dans l'Etat marocain ? C'EST LE PRINCIPAL MOTIF, INAVOUE PUBLIQUEMENT, DES AGITATEURS MAROCAINS.

Doit-on rapprocher ce motif de la déclaration récente d'Abd el Krim (pensionnaire de la Ligue Arabe, au Caire) affirmant que « militairement, la France doit partir du Maroc » ? Et sans doute laisser aux Marocains le soin de régler à leur guise le « rôle précieux » de chacun ? Il nous semble que les points les plus importants des questions tunisiennes et marocaines ne furent pas assez pesés et que les affaires économiques justifient trop de décisions politiques spectaculaires.

Il fallait oser dire, pour la première fois, les causes réelles des malheurs indigènes de la France au Maroc. Ce n'est pas en les cachant que l'on préservera l'avenir. C'est au contraire le silence qui prépare les massacres de demain. Je suis au regret d'avoir annoncé, il y a quelques années dans divers ouvrages, tous les événement actuels nord-africains.

Les Tunisiens indigènes sont favorables à l'Allemagne et à l'Italie mussolinienne antisémitiques. Les indigènes marocains sont antisémites à des degrés divers. Les Israélites nord-africains sont américanophiles à cause de leurs correspondants raciaux aux U.S.A. ; de plus, ils connaissent les méthodes des Américains vis à vis des *natives* ; il y eut des mariages entre G.I. et juives marocaines et certains israélites américains s'installèrent au Maroc lors de la dernière guerre.

Avant Israël, l'Afrique du Nord française donnait asile à plus de la moitié du nombre des Israélites vivant en Islam et le Maroc était considéré comme une sorte de future terre promise. Il y en aurait encore près de 900.000 contre 1.500.000 en Israël. Il n'est pas exclu de penser que l'Afrique du Nord pourrait jouer un rôle de hâvre au cas où un grand royaume arabe se constituerait (avec l'aide de la Grande-Bretagne) et chasserait les Israéliens de Palestine. Nous croyons que tout est prévu, c'est pourquoi si peu d'Israélites nord-africains rejoignirent la terre biblique.

Nous connaissons trop bien et depuis trop longtemps ces pays pour savoir lequel paiera au Maroc et ailleurs, lorsque les caisses seront vides, comme elles le sont la plupart du temps dans les pays arabes souverains. (C'est le roi d'Arabie, milliardaire par le pétrole, qui alimente les Trésors de Syrie, d'Irak etc... afin que le bruit ne se répande pas que les indigènes libres sont incapables de s'administrer.) Le Maroc n'est viable qu'avec l'arbitrage d'un tutelle extérieure. Nous savons qu'il n'est pas agréable d'être occupé, que ce soit par la France, directement et honnêtement, ou par un protectorat occulte U.S.A. (comme à Porto-Rico etc...), ou britannique (comme en Irak etc.) ou soviétique (comme en Arménie)... il est du destin de certains peuples stratégiques ou possesseurs de matières premières précieuses de vivre sous une tutelle avouée ou clandestine. Nous n'y pouvons rien. Si nous abandonnons le Maroc, une autre nation nous remplacera *inéluctablement.* (Exemple de la Libye ex-italienne, devenue protectorat occulte britannique avec un roi entièrement fabriqué par les services secrets anglais depuis le truquage des élections du Fezzan).

Nous ne défendons pas les grandes sociétés milliardaires du Maroc ; elles se défendent très bien seules, avec astuce pour leurs bénéfices, mais avec peu d'intelligence pour leur pérennité. La nationalisation les attend avec une souveraineté arabe. (Voir Iran et Egypte). Nous tâchons simplement d'éviter le retour de guerres civiles dues aux races et aux confessions, guerres prétextes à des changements de mains des biens matériels privés. Il y a trop de rancœurs accumulées pour que des revanches ne s'expriment pas. Je sais qu'Arabes et Israélites sont frères selon la Bible (du même père mais pas de la même mère) ; je sais qu'ils ne peuvent se passer les uns des autres, (les uns sont imprévoyants et les autres banquiers-nés) et pourtant, ils s'entr'égorgeront à intervalles réguliers. L'entente momentanée des élites arabes et israélites (conversations entre marabouts et rabbins, Alger 1950) ne peut garantir l'avenir quand l'un sera le maître absolu.

D'autre part, et c'est encore un autre problème, les autochtones Berbères attendent avec patience le moment de liquider Arabes et Israélites à la fois ; ce sont les seuls qui soient vraiment chez eux.

Que chacun fasse donc son examen de conscience au lieu d'essayer de trafiquer les influences extérieures.

Pierre NAVARRE

Les peuples de l'Union Soviétique

On vient de publier aux Etats-Unis, un ouvrage d'Eugène Lyon sous le titre : « *Nos Alliés secrets : les peuples de Russie* ».

Après une analyse de la situation politique mondiale, l'auteur envisage l'éventualité d'un conflit armé entre l'Amérique et la Russie dont il ne cache pas le caractère presque inévitable dans un avenir proche. Présenté comme l'un des meilleurs spécialistes des questions soviétiques Eugène Lyon constate « *qu'un vaste abîme de méfiance mutuelle et de haine sépare le régime soviétique de ses sujets* ».

Il a certainement raison, mais lorsqu'il voit dans cet état de fait « *le facteur le plus riche en espoir dans l'équation posée par l'ensemble des affaires mondiales* » pour en venir à cette conclusion optimiste :

« *Notre cinquième colonne luttant pour la liberté en Union Soviétique, forte déjà de plusieurs millions d'hommes pourra s'étendre à des douzaines de millions d'individus. Si des circonstances favorables venaient à se produire, elle pourrait être renforcée jusqu'au point d'englober l'ensemble de la population* ». Nous ferons remarquer que le régime soviétique en tant que tel aurait déjà disparu avant que les prédictions de Lyon soient réalisées.

Il est évident que les populations soviétiques sont loin d'être satisfaites du régime. Toutefois, les raisons de ce mécontentement latent diffèrent selon les groupes humains, ou pour employer le jargon marxiste, varient selon les classes. Ce qui, par exemple, porte préjudice au paysan des kolkoses, n'intéresse pas l'intellectuel de la ville qui formule d'autres griefs. Le soldat de son côté, se plaint pour des motifs propres à sa fonction, il en va de même pour les ouvriers de l'industrie et pour l'ensemble des catégories sociales. Pour coordonner ces ferments de haine que le système soviétique a suscité dans la population, il faudrait une puissante organisation, un vaste mouvement capable d'éliminer les oppositions entre ces groupes qui jouerait un rôle de catalyseur, transformant un sentiment profond mais encore trop confus en une violente explosion de haine.

Hélas, une telle action dans un « *Etat d'un genre nouveau* », ainsi que la science soviétique se plaît à désigner l'œuvre de Lénine et de Staline, demeure impossible. Dans un Etat basé sur la dictature d'un parti et où chacun s'épie mutuellement, toute révolution contre l'Etat est exclue. Compter sur un hypothétique soulèvement en Russie, ce serait commettre la même faute que l'Allemagne nationale-socialiste.

« *En septembre, une révolution éclatera en Russie, en octobre la guerre sera pratiquement terminée* ».

Ainsi s'ouvrit la campagne de 1941. Cette nouvelle paraissait tellement évidente que l'on crut pouvoir renoncer à fournir aux troupes l'équipement d'hiver — le résultat n'en est que trop connu.

Convenons que le cours des événements s'est quelque peu modifié dans la période d'après-guerre. Le rideau de fer qui a interdit tout regard des sujets soviétiques vers le monde capitaliste s'est entrebaillé au cours de la guerre et de l'occupation en Allemagne.

Les « *hommes soviétiques* » savent aujourd'hui que leur standard de vie est plutôt misérable pour le « *paradis des travailleurs* », si on le compare avec celui de « *l'Ouest en décomposition* ». Même trois à cinq ans de camp de concentration ne suffisent à briser le besoin d'information des Russes qui pendant la guerre travaillèrent en Allemagne ou des soldats de l'armée d'occupation. Leur contact avec l'Ouest, leurs observations et les expériences qu'ils ont pu faire ont éveillé leur sens critique. A cela, il convient d'ajouter une faute des autorités soviétiques, en apparence sans grande portée, mais qui peut donner naissance à un terrain favorable pour la propagande occidentale.

D'anciens prisonniers de guerre allemands ont été, après leur condamnation, rassemblés dans de vastes camps autour de la ville de Borowitschi, entre Léningrad et Moscou, aux abords même de la capitale russe à Tushino, dans l'Oural aux environs de Swerdlowsk, sur le Don, dans le secteur Schachty-Rostov, à Stalingrad sur la Volga et à Stalino en Ukraine. Ces prisonniers avaient le droit de recevoir des colis et se trouvèrent, particulièrement en 1951, en possession de marchandses diverses, de ravitaillement, de linge, de chaussures et de vêtements, tous d'une qualité et d'un fini jusqu'alors inconnus au paradis des travailleurs. On a pu voir des travailleurs de choc et des ingénieurs, des employés et des chauffeurs, membres de la direction des entreprises soviétiques du voisinage arborer fièrement des chemises de sport aux coloris multiples, des tenues de sport et d'entrainement, des bottes en caoutchouc « *made in Germany* », bien que tout achat auprès des prisonniers de guerre fasse l'objet de sanctions.

Les vieilles boîtes de conserves et les emballages vides jetés au hasard parmi les ordures exercent une attraction irrésistible non seulement sur la jeunesse paysanne. Même des officiers de la M.V.D. (police politique) à qui incombe l'administration des camps ne s'estiment pas déshonorés en allant ramasser quelques jolis emballages. Les citoyens soviétiques qui voient ces richesses se demandent avec étonnement comment il est possible pour le système capitaliste, dont la propagande ne cesse d'affirmer la décadence, de produire en abondance alors que la Russie, dix ans après la fin des hostilités, continue à souffrir d'une pénurie de biens de consommation courante. Chacun en tire des conclusions plus ou moins amères et les camps allemands deviennent à leurs yeux « *les villages riches* ».

Cela ne saurait suffire à rendre le peuple russe mûr pour une action révolutionnaire aussi peu que la réaction à la contrainte que l'Etat fait peser sur le citoyen. Le système soviétique n'échouera pas sur ce terrain, en dépit du fait que ces facteurs depuis la mort de Staline ont contraint le régime à certaines concessions, à un changement dans la ligne du parti — mesures dont il faut attendre les conséquences.

Le gouvernement Malenkov déclara, dès sa formation, que l'Etat possédait des armements suffisants et qu'il importait de faire porter l'effort principal de l'industrie lourde vers la fabrication de biens de consommation et d'articles courants afin « *de satisfaire les besoins culturels et matériels croissants du peuple* ». Dans cet esprit, il ne s'agit pas seulement d'accroître la quantité de marchandises produites, mais surtout d'en améliorer la qualité en attachant une grande valeur à la présentation et au fini des objets. Aujourd'hui encore, l'acheteur doit apporter de quoi envelopper la margarine,

le beurre ou la charcuterie s'il ne veut pas être obligé d'emporter ses achats dans ses mains.

La qualité varie souvent selon l'importance des livraisons ; il n'est pas rare de trouver dans le tabac de luxe des morceaux de ficelle, des déchets de tournesol, etc... La propagande officielle, les critiques et autocritiques dépistent « *les saboteurs* » fournissant de sérieux renforts pour les camps de travail. Tandis que le consommateur attend patiemment la réalisation des promesses dont les plus hautes autorités ne cessent de l'abreuver. Il attendra longtemps encore avec patience sans se laisser aller à une révolte spontanée. La M.V.D. y veille avec soin.

Les seuls endroits où la conspiration et la rébellion sont encore possible, ce sont les camps de travail aussi paradoxal que cela puisse paraître Ces camps et ces prisons restent les seuls lieux sur le territoire soviétique où l'homme se sente encore un peu libre, nous voulons dire par là, où il peut exprimer son opinion sans avoir à craindre une arrestation immédiate par l'un des organes de la M.V.D. Il n'a plus rien à perdre, sa vie est finie avec les 25 ans de détention qui lui ont été généreusement octroyés.

Cela concerne bien entendu les détenus « *politiques* ». Les condamnés de droit commun se considèrent toujours comme des citoyens soviétiques à qui un petit malheur est survenu, provoquant une mise à l'écart passagère de la vie publique, en général, beaucoup moins longue que pour les plus modestes délits politiques.

C'est la raison pour laquelle certaines informations de presse au sujet d'une grève générale dans le territoire pénitencier de Workuta ne semblent pas si invraisemblables. Sans aucun doute, il n'existe pas de précédent d'action d'une telle envergure. En fait, il n'est pas rare qu'un camp fasse grève et oppose une résistance passive, ou se livre à des actes de sabotage, mais une action concertée s'étendant à plusieurs camps ne s'était encore jamais produite et il me semble — au cas ou cela aurait eu lieu — qu'il faille en rendre responsable la grande masse des détenus politiques dont les camps sont bondés. Eux seuls peuvent s'y risquer, puisqu'ils n'ont pratiquement plus rien à perdre.

Une grève massive de ce genre constitue en tout cas, un signe non équivoque de la solidité du régime qu'elle qu'en soit l'issue : échec ou succès.

Elle révèle, en outre, que les « *mouchards* » ne peuvent à eux seuls assurer la sécurité des camps et que l'administration ne peut s'en remettre à leur action. Il ne fait aucun doute, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre, que ces innombrables camps, où vivent près de 20 millions d'hommes, peuvent constituer une menace non négligeable pour l'ordre et la sécurité de l'arrière. Le gouvernement soviétique doit d'ailleurs savoir à quoi s'en tenir : je suis persuadé que les cercles dirigeants actuels mettront un frein aux sanglantes mesures préventives de leurs prédécesseurs.

La russification des Peuples Soviétiques

L'unité de l'Etat soviétique peut être mise en danger par la multitude et la diversité des populations qui vivent à l'intérieur de ses frontières. Un grand nombre de ses peuples demeurent attachés à une civilisation

très ancienne, à une histoire fière. Certains d'entre eux furent indépendants et libres, il y a peu de temps et ne l'ont pas oublié. Tous se sentent menacés par la russification, opprimés de façon insupportable. ils haïssent leurs oppresseurs.

La clé de la politique des nationalités de l'Union Soviétique réside dans ce petit opuscule de Lénine : « *Au-dessus du nationalisme vers l'internationalisme* », aujourd'hui difficile à trouver. Dans les bibliothèques des camps, uniquement garnies d'œuvres de Lénine, je n'ai pas réussi à le trouver — probablement parce qu'il dévoilerait trop clairement la duperie dont ces peuples sont victimes. Selon les consignes de Lénine, le régime soviétique s'attache d'abord à soutenir toutes les aspirations nationalistes en vue de gagner la confiance des peuples.

Cette action se poursuit jusqu'au réveil dans la conscience des peuples d'une civilisation nationale que l'oppression avait en partie fait oublier avec certaines restrictions et suivant une tendance bien définie dans le but de présenter les réalisations de ces civilisations comme les signes avant-coureurs du communisme. Les anciens maîtres à penser de l'Asie Centrale, par exemple, doivent se retourner dans leurs tombes en se voyant présentés aujourd'hui comme des pré-bolcheviques.

Seuls au sein de ces populations. les hommes les plus perspicaces se rendent compte de l'artifice du système et en pleine conscience se dressent contre la falsification de leur patrimoine culturel. Le peuple en tant que tel ressent peut-être confusément que quelque chose ne va pas. mais est incapable de saisir le but véritable de l'imposture — sur quoi les maîtres du Kremlin ne manquent pas de spéculer. Ils construisent des écoles où la langue nationale est d'abord enseignée comme matière principale, la langue russe étant facultative. Peu à peu, le russe constitue l'élément principal, en premier lieu dans l'enseignement secondaire où les examens doivent être passés dans cette langue par des candidats qui sont loin de la posséder à fond. Dans l'enseignement supérieur, le russe est la langue de travail, la langue nationale devient secondaire. Cependant dans l'enseignement primaire, la langue nationale reste la langue de travail. De cette manière, on prépare la russification des milieux dirigeants des différents peuples. Le rôle bienfaisant de la culture russe est mis en lumière par une vaste propagande destinée à faire croire aux peuples que sans les Russes, ils en seraient restés au stade de la barbarie la plus primitive.

Pour certains peuples ou certaines petites populations qui longtemps n'ont pas possédé de langue écrite propre, on leur en a fabriqué une pour les besoins de la cause, naturellement en employant les caractères russes. Les peuples d'Asie Centrale (Usbeks, Kirghizs Tadjiks, etc...) utilisaient encore il y a quarante ans l'arabe comme langue écrite, religieuse et érudite — un peu comme l'Europe du Moyen-Age fit usage du latin. Après les réformes de Kemal Ataturk en Turquie qui introduisit l'écriture latine, ces peuples adoptèrent le même mode d'écriture jusqu'en 1937 à la suite du vaste mouvement d'épuration consécutif à l'affaire Toukatchevski, dont fut victime parmi tant d'autres Faisullah Chodschajew, président de l'Usbekistan, et ami personnel de Staline, le processus de russification de l'Asie Centrale fut activement poussé dans le cadre de ces mesures. L'écriture latine fut abolie et remplacée par le russe.

L'expiation de Chodschajew

Si j'ai évoqué parmi tant d'autres victimes de « *l'épuration* » Faisullah Chodschajew, c'est surtout parce que cet homme, quoique bolchevique, avait pris position en faveur du maintien de la vie nationale de son peuple et travaillait en vue d'obtenir son indépendance — pas d'une manière ouverte cela va de soi, car l'Union Soviétique aurait réprimé avec promptitude et vigueur toute velléité d'autonomie. Il usa à cet égard de méthodes de combat purement asiatiques, mais à la tête de l'Union Soviétique se trouvait aussi un Asiate passé maître dans ce genre de combat. Il est néanmoins intéressant d'examiner de plus près les tentatives de Chodschajew.

Comme on le sait la constitution d'une république socialiste soviétique — chacune des 16 républiques possède sa propre constitution pratiquement semblabe à celle des autres — est transcrite en deux versions, dans la langue d'Etat, c'est-à-dire le russe et dans la langue nationale. Théoriquement, la version russe n'est qu'une traduction du texte en langue nationale, celui-ci en cas de contestation juridique reste déterminant.

Sur l'initiative du chef du gouvernement, on fit figurer dans le texte usbek de la constitution d'Etat de l'Usbekistan quelques articles qui devaient offrir aux peuples certaines assurances contre une russification trop intensive. Dans la traduction russe du texte original rédigée par l'Académie des Sciences de la République soviétique de l'Usbekistan, ces dispositions furent pratiquement passées sous silence avec l'espoir que la Centrale du Kremlin se contentrait d'en vérifier la conformité avec le modèle soviétique. La supercherie passa inaperçue jusqu'à l'affaire Chodschajew. Cet homme politique aux vues très larges avait même organisé — dans un pays placé sous la domination bolchevique et sous les yeux de la M.V.D. — une enquête secrète au sein de la population pour connaître le régime qui lui conviendrait le mieux : une monarchie, une république démocratique ou une république soviétique. La majorité de la population se prononça pour une république démocratique.

Que les négociations secrètes engagées par Chodschajew avec des émissaires britanniques en vue d'obtenir l'appui de l'Angleterre pour la création d'un Etat turque d'Asie Centrale n'aient pas abouti. Cela est du autant à l'attitude hésitante des Anglais qu'aux garanties exigées par Faisullah Chodschajew lui-même relatives à l'indépendance du nouvel Etat. Chodschajew fut peut-être le représentant le plus marquant du mouvement nationaliste en Asie Centrale.

Au cours de la guerre, les ressortissants des Etats d'Asie Centrale ont fait preuve d'une répugnance marquée pour le combat. Ils profitaient de toutes les occasions pour passer de notre côté pour venir s'engager dans les unités de volontaires nationaux que nous avions mises sur pied. Ils faisaient leur travail de pionniers, car ils ne manifestaient aucune envie de se battre également à nos côtés. Ce sont des peuples peu enclins aux aventures guerrières. Ils auraient peut-être pris les armes si la guerre s'était rapprochée de leur patrie. Nombreux sont ceux qui déclaraient après leur capture : « *Si vous arrivez à Machatsc-Koia (port sur la côte occidentale de la Mer Caspienne) cela craquera aussi chez nous* ».

(*A suivre*).

Germann PINNING.

Regards sur la Jordanie

Un Jordanien, étonné de nous voir dirigés par des Israélites me disait l'autre jour « *Démosthène a écrit : « La vie est une source de joies mais partout où la canaille vient boire, toutes les fontaines sont empoisonnées », c'est à eux que cette phrase doit s'appliquer, ils ne sont bons qu'à détruire* ». J'ai pensé qu'il serait peut être intéressant de connaître la position géographique et politique actuelle de ce pays dont un ressortissant a su évoquer Démosthène pour traduire une pensée si proche de celles de nombreux français.

La Jordanie est limitée au Nord par la rivière Yarmuk et le désert de Syrie, à l'Est par l'Irak et l'Arabie Séoudite qui la contourne encore au Sud et à l'Ouest par le Jourdain depuis le lac Tibériade pendant une centaine de kilomètres. Ensuite la frontière avec Israël se rapproche de la côte pour passer par les villes de Tilkarm, Qalquiliya et Latrum et revenir à Jérusalem partagée en deux. Cette frontière décidée il y a 5 ans par l'O.N.U. se poursuit en refaisant une boucle pour laisser Béthléem et Hébron en Terre Jordanienne et aboutit à la mer morte. C'est alors le wadi araba qui sert de limite naturelle jusqu'au golf Aquaba en mer Rouge. La Jordanie est assez étendue puisque sa superficie totale est de 56.800 km2 mais sa population n'atteint que le chiffre de deux millions. Surtout constituée par des déserts et des montagnes la Jordanie ne possède comme domaine agricole que la vallée du Jourdain.

Ce fleuve vient des chaines de l'Anti-Liban, traverse le lac de Tiberiade et passe ensuite dans une dépression située à 400 mètres au-dessous du niveau de la mer. Après avoir parcouru ainsi 215 kilomètres il se jette dans la mer morte.

Célèbre dans l'histoire chrétienne, puisque c'est dans ses eaux que Jésus fut baptisé par Saint-Jean Baptiste, il est à l'heure actuelle un enjeu terrible. Israël en effet veut en capter les eaux pour son irrigation ce qui rendrait la Jordanie

à peu près stérile. Si le climat est méditerranéen près de la côte avec une saison de pluies d'octobre à mai, l'été y est sans une goutte de pluie et le reste du pays ne connait qu'un été brûlant et un hiver froid, même rigoureux sur les plateaux qui atteignent 1.500 mètres d'altitude. L'eau en Jordanie est donc un problème vital et la question du Jourdain est cruciale.

Quant aux pages d'histoire de la vallée du Jourdain elles sont nombreuses et variées. L'âge de bronze y laisse d'importants vestiges que les archéologues font remonter à 4.500 avant J.-C. Elle connut une époque assez florissante avec l'invasion des Hyksos qui introduisirent le cheval. Elle fut plus tard le lieu de passage de Moïse et des Juifs de l'Exode avant d'être soumise aux Assyriens, aux Grecs d'Alexandre le Grand et ensuite aux Nabatéens qui bien que fondant leur capitale à Petra — les ruines subsistent encore — s'étendirent jusqu'à Damas. Elle vit arriver les armées romaines et fut le pays où vécurent Jésus et 600 ans plus tard Mahomet, ayant ainsi le privilège de voir sur sa terre naître trois grandes religions. Après avoir été sous la dépendance des Califes de Bagdad, elle subit le joug des Fatimites. Les croisades y ramenèrent la guerre puis après le règne des Mamelouks, elle connut dès 1.596, l'occupation des Turcs du Sultan Selim. La Jordanie fit alors partie de l'Empire Ottoman jusqu'à la première guerre mondiale où les Arabes se révoltèrent. Elle passa alors de 1920 à 1946 sous le mandat britannique. Séparée de la Syrie une administration centrale constituée par les Sheiks et notables du pays fut créé à Amman. Le chef en fut l'Emir Abdullah dont le premier soin fut de créer la Légion Arabe et de mettre au point une législation. Les premières élections jordaniennes eurent lieu le 2 avril 1929, mais c'est le 25 mai 1946, que la Jordanie devint indépendante et l'Emir Abdullah, roi. Mais elle garda néanmoins avec la Grande Bretagne un traité d'assistance militaire qui fait qu'en échange de bases militaires la Jordanie reçoit une aide financière. La constitution fut promulguée le 1er avril 1947, déclarant les Jordaniens égaux devant la Loi et donnant le pouvoir exécutif au roi et au Conseil des ministres — responsables devant le roi — et le pouvoir législatif à un parlement.

Si par trois fois le veto soviétique empêcha la Jordanie de faire partie du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., elle participe néanmoins à presque toutes les organisations internationales. Elle signa avec les autres Etats arabes l'accord de la Ligue Arabe mais jugeant ce traité incomplet — surtout après

la guerre d'Israël — elle le consolide par un traité de défense et d'assistance mutuelle. Déclanchée le 14 mai 1948, la guerre entre Israël et les pays arabes se termina le 3 avril 1949, par la signature de l'armistice à Rhodes Island sous les auspices du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. La Jordanie y gagna du terrain après les élections du 24 avril 1950 où les Arabes de Palestine demandèrent leur rattachement. Néanmoins 600.000 Arabes quittèrent Israël et se réfugièrent en Jordanie. Ils y vivent malheureux sans travail et sans assez de nourriture, les richesses de Jordanie étant très limitées et ne pouvant suffire. Ils attendent ayant tout abandonné de pouvoir rentrer chez eux ce que les Israéliens leur refusent, ayant d'ailleurs, confisqué leurs biens pour le Fond National Juif.

L'armistice dure encore et périodiquement le Conseil de Sécurité est saisi de plaintes Jordaniennes relatives à des attaques des israéliens qui viennent piller et bruler ce qu'ils peuvent, ne respectant nullement le protocole de Lausanne du 12 mai 1949, qui les oblige à s'en tenir à la solution territoriale imposée par les Nations Unies. Quand finira cette période d'armistice ? On ne sait quelle solution envisager. Les uns envisagent la guerre, mais les guerres n'arrangent jamais rien bien au contraire. D'autres assurent qu'une solution pacifique peut intervenir et cette solution dépend de l'attitude des Etats Unis. Truman plus juif que les Juifs eux-mêmes, apporta à Israël une aide considérable qui leur permit de vivre malgré le blocus arabe, prétexant qu'Israël était un point d'appui contre le monde arabe et le communisme. Eisenhower s'est rendu compte qu'il fallait mieux compter sur les Etats Arabes que sur Israël en cas de guerre avec la Russie. Mais les Etats Arabes acceptent à la condition que les U.S.A. choisissent. Or, si Israël ne reçoit plus d'argent des Américains il est condamné soit à disparaitre ne pouvant plus vivre soit à accepter la paix avec ses voisins. Le blocus cesserait en effet et, les échanges pourraient se faire et le Moyen-Orient vivre en paix. Une partie de l'opinion américaine croit en cette solution heureuse et pacifique mais les élections approchent. Si les Démocrates l'emportent, Israël y gagnera et ce rêve pacifique ne sera-t-il plus comme le prétend le proverbe arabe que « *vouloir un œuf de coq* ».

L'IBIS

REVUE DE PRESSE

« Leurs mensonges sont ailés comme la parole de Dieu et leur aveuglement est comme une nuit qui s'étend sur le monde. Leur poison se répand comme la rosée sur les plus petites plantes pensantes et des gouttelettes de sottise et de haine restent attachées comme des perles dans les vallons les plus ignorés. Ils font ruisseler eux-mêmes en tous les coins du globe la pluie qui a déjà causé leur perte ».

Ces lignes extraites de « *L'œuf de Christophe Colomb* » de Maurice Bardèche, ne dirait-on pas pas qu'elles lui ont été inspirées par les valets de plumes et les panégyristes radiophoniques du « *Voyou de passage* » ? Jamais, en effet, si ce n'est aux pires jours de la basse époque qui suivit la victoire des démocrates, la presse du Régime n'a menti avec une aussi totale unanimité dans le fanatisme, la sottise et l'empressement à la servitude que depuis l'arrivée au pouvoir de Mendès.

Jamais l'information par prétention, la déformation systématique des faits n'ont été poussées au degré de perfection que nous connaissons depuis trois mois.

Depuis juillet la Presse et la Radio s'accordent dans un nerveux et bourdonnant concert dont la monotonie n'a d'égale que la sotte médiocrité de la gauche à la droite, la presse mendésiste parle le même langage, reprend inlassablement les mêmes formules toutes faites, fait alterner la publicité impudente, les contre-vérités délibérées et les menaces sournoises selon un rythme soigneusement étudié dans les officines de la presse juive où se distingue particulièrement *l'Express* de M. Schreiber dit Servan et de Mme Gouraji née Euacheff dite Giroud.

L'enthousiasme sans mesure de certains thuriféraires de Mendès touche parfois à la démence. C'est ainsi qu'on a publié dans *Le Monde* sous la signature de M. Boissarie, après la capitulation de Genève et les abandons de Tunis que « *Pierre Mendès-France bâtissait pierre à pierre dans l'amitié l'Union française* ». On ne sait, s'il faut attribuer une aussi provocante énormité à l'inconscience ou à la sottise de son auteur.

M. Fançois Mauriac continue à noircir son bloc-note de *l'Express* de propos dont la niaiserie et l'insupportable vanité ne sont parfois sauvées que par l'assez belle méchanceté qui fit le succès de l'auteur de « Galigaï ».

On dirait que M. Mauriac met son point d'honneur à justifier le jugement plein d'irrévérence et de pertinence que Robert Brasillach portait sur lui en 1936. Ce sont bien toujours les mêmes « *à la manière de Léon Blum* » (cœur torturé, larmes, angoisse inépressible, bouleversement de tout l'être, grande voix de... P.M.F. métamorphosé de façon inattendue en « petite fille Espérance » de Péguy). Ce sont toujours les mandements de « *l'Evêque in partibus mundanitatis* » alternant avec les nids atroces d'un « *fonctionnaire des lettres méchant homme* ».

La vanité même le rend vulnérable comme le montre son indignation voilée devant le portrait d'une ironie à la fois souriante et perfide que Marcel Arlaud faisait de lui dans la NRF d'août.

Nous aurions bien aimé aussi voir la tête du châtelain de Malagar à la lecture du merveilleux pastiche du bloc-notes, publié par « *Arts* », où les talents conjugués de Jacques Laurent et de Claude Martine nous ont vengé de tant de solennelle complaisance à soi-même.

Du flot d'articles déclenché par le rejet de la C.E.D., il n'y a, il faut bien le dire, pas grand chose à retenir. Tandis que l'éditorialiste du Bulletin de Paris dont on prétend qu'il s'appellerait Pierre Gaxotte semble retrouver un peu de cette foudroyante lucidité qui caractériserait le talent de l'éditorialiste de *Je Suis Partout* et renoncer à un nationalisme « lorrain » à courte vue, M. Pierre-Etienne Flandin qui n'a pas désespéré de se refaire une virginité politique dénonce sans relâche dans les colonnes du même journal, la « *petite Europe des six* » et ses institutions, les dangers du réarmement de l'Allemagne et les encouragements au néo-nazisme. Il manifeste, en revanche, une indulgence inattendue pour le « *Blum moins léché et plus tranchant* » que fustige justement son confrère de la page une.

L'éditorialiste de Paris, le courageux hebdomadaire marocain que Mendès a fait saisir par deux fois en septembre, soulignait ces dernières semaines que chez ce « *français d'aventure* », une « *inadaptation héréditaire aux réflexes de notre peuple* » l'empêchait de ressentir les émotions qui traversent la conscience nationale et le disqualifiait pour diriger la politique française.

Tel ne semble pas être l'avis de M. Isorni. Ce « *paysan* » de Paris qui, ne craignant pas naguère de couvrir son hostilité à la C.E.D. de « l'autorité » du Général de Gaulle comme en fait foi la déclaration qu'il faisait le 30 août à « L'Information » du Juif Bollack, affirmait, en effet, au « Monde » le 4 octobre sa ferme intention de soutenir la politique étrangère de Mendès dont il louait « *l'habileté à faire écarter la C.E.D.* ». Nous laissons à ceux de nos lecteurs que « représente » M. Isorni le soin d'apprécier ces propos à leur juste valeur.

Comme le rappelait justement Maurice Bardèche dans un récent numéro de « Rivarol », le traité de Paris n'a jamais suscité chez nous l'enthousiasme. N'en faisons pas moins notre la formule de Michel Dacier « *Ratifier la C.E.D. avec la ferme volonté de l'amender* ». Certaines des raisons qu'ont invoquées les partisans pour en déplorer le rejet nous l'ont fait paraître moins séduisant encore. C'est pourquoi nous avons enregistré avec intérêt

les réactions du secrétaire général de Force Ouvrière Raymond Le Bourre dans son article du « Figaro » du 4 septembre. Il y montrait très justement que l'erreur des parlementaires « européens » avait été de présenter la C.E.D. comme essentiellement destinée à parer au danger allemand, alors que sa mission naturelle était de défendre l'Occident contre l'impérialisme russe.

« France-Observateur » que les contradictions n'embarrassent apparemment pas a publié au début de septembre un article d'ailleurs intéressant de son collaborateur Jacques Armel dont les liens avec les officines commerciales soviétiques en France sont bien connus, sur l'harmonisation, à partir de 1956, des plans quiquennaux du monde communiste. Il y est exposé avec toutes sortes de précisions le rôle qui sera dévolu à l'Allemagne orientale dans le développement économique des pays de l'Est. M. Claude Bourdet a bonne mine, lui qui n'a jamais cessé et ne cesse toujours de prétendre que la réunification de l'Allemagne est possible si l'Europe occidentale renonce délibérément à l'alliance atlantique ! La « Prima donna » de « France-Observateur » éclairait d'ailleurs récemment d'un jour assez singulier et qui doit justifier la plus grande prudence, le jeu mené en Allemagne par certains politiciens ultra-nationalistes du F.D.P. dont les complaisances pour Mendès n'ont pas été sans vivement étonner ceux qui ignorent l'attitude des plus suspectes de certains cercles nationalistes d'outre-Rhin sur laquelle notre excellent confrère Paul-C. Berger a justement attiré l'attention des milieux nationaux français.

Jacques POILLOT.

Le gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Dépôt légal : 3e trimestre 1954.

rre
ent
la
ors
me

em-
ant
ner-
rtir
csé
en-
det
dre
ale
de
lier
gne
ces
ude
elle
des

A
20
D3
0,

18